

République du Sénégal
Un Peuple - Un But - Une foi
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

**RAPPORT PREPARE POUR
LIUNITE DE
POLITIQUE AGRICOLE**



**INVESTISSEMENT PUBLIC DANS LE
SECTEUR AGRICOLE**



Projet de Rapport révisé
Octobre 1996

Garry Christensen
Consultant

République du Sénégal
Un Peuple - Un But - Une foi
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

SENEGAL: INVESTISSEMENT PUBLIC DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Rapport préparé

Pour

L'Unité de Politique Agricole
Du
Ministère de l'Agriculture de la
République du Sénégal

Projet de Rapport révisé

Octobre 1996

Søren Christensen
Consultant

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION.....	10
2. CADRE MACRO-ECONOMIQUE D'INVESTISSEMENT 1985-1995.....	11
2.1 Tendances des Indicateurs macro	11
2.2 Tendances de l'Investissement public	13
2.3 Résumé	16
3. INVESTISSEMENT PUBLIC DANS LE SECTEUR AGRICOLE 1987-1995	18
3.1 Objectifs, Stratégies et Réponses à l'Investissement public dans l'Agriculture.....	18
3.2 Investissement public selon l'Utilisation des Fonds.....	19
3.3 Investissement public par Région.....	26
3.4 La Composition de l'Investissement: Dépenses d'Investissement et Dépenses de Fonctionnement	30
3.5 Financement de l'Investissement public	32
4. INVESTISSEMENT PUBLIC FUTUR DANS L'AGRICULTURE 34	
4.1 PTIP 1996-98	34
4.2 LE PISA 1995-2000.....	37
5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	41
6. REFERENCES.....	43
7. ANNEXE 1 SOURCES DE DONNEES ET STATISTIQUES DE BASE	44

I. SOURCES DE DONNEES ET STATISTIQUES DE BASE

Tableaux Texte

1. Sénégal: Investissement public 1987-1995 (Prix constants en M de FCFA 1987=100)
- 2a. Sénégal: Investissement public réalisé par Secteur 1987-1995
- 2b. Sénégal: Composition des Dépenses d'Investissement public réalisées par Secteur 1987-1995
3. Sénégal: Dépenses d'Investissement public réalisées dans l'Agriculture par Utilisation 1987- 1995
4. Tendances de la Production agricole
5. Cultures irriguées/Cultures pluviales
6. Sénégal: Dépenses d'Investissement public réalisées dans l'Agriculture par Région 1987- 1995
7. Allocation régionale de l'Investissement public dans l'Agriculture par Population et Superficie cultivée
8. Pauvreté, Investissement et Production agricole par Région
9. Dépenses d'Investissement et Dépenses de Fonctionnement: Analyse de Projets choisis
10. Financement de l'Investissement public dans l'Agriculture
- il. Allocation passée et projetée des Dépenses du PTIP
12. Le PISA 1995-2000

Tableaux Annexe

1. Sénégal: Indicateurs macro-économiques 1985-95
2. Sénégal: Croissance sectorielle et Contribution au PIB 1985-95
3. Sénégal: Indicateurs d'Investissement et d'Epargne 19885-1995
4. Sénégal: Recettes et Dépenses publiques 1985-1995
5. Programme Triennal d'Investissements Publics (PTIP): Objectifs du Secteur agricole 1987- 1995

Figures

1. Tendances de l'Investissement global 1985-1995
2. Dépenses d'Investissement public réalisées par Secteur 1988-1995

Acronymes

M FCFA	Milliards de francs CFA
IIB	Investissement Intérieur Brut
EIB	Epargne Intérieure Brute
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
PIB	Produit Intérieur Brut
PISA	Programme d'investissements du Secteur Agricole
UPA	Unité de Politique Agricole

Taux de Change




1995	1 \$ US = 500 FCFA
Juillet 1996	1 \$ US =510 FCFA

TERMES DE REFERENCE

Responsabilités

En appui à l'UPA, le consultant

(1) Analysera:

-  l'évolution des dépenses dans les programmes d'investissement public
-  l'allocation des dépenses entre les différents secteurs et les différentes régions du Sénégal
-  les rapports entre dépenses d'investissement et dépenses de fonctionnement.

Il accordera une attention particulière aux projets qui affectent le secteur agricole, à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire.

(2) Étendra l'analyse à l'actuel programme triennal d'investissement glissant, et évaluera dans quelle mesure il favorise une croissance durable du secteur agricole, la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

(3) Préparera un rapport (d'environ 20 pages) présentant les résultats des points (1) et (2) ci-dessus, suivi d'une compilation des résumés des questions soulevées au point (4) ci-dessous.

(4) Dans la mesure du possible, compte tenu du temps disponible, le consultant devra aussi:

Identifier les questions clés auxquelles doit répondre le programme d'investissement (sur la tenure des terres, les marchés des produits, l'approvisionnement en intrants, la gestion des ressources naturelles, la sécurité alimentaire, etc.) et préparer de brefs résumés des facteurs qui doivent être pris en compte dans l'étude de la réponse optimale de l'investissement public à ces questions. Ces résumés devront être soumis au Groupe de Réflexion pour servir de point de départ de ses discussions et pour ses recommandations ultérieures à l'UPA

Exécution

Le projet sera exécuté au Sénégal et devra inclure des dispositions jugées appropriées pour le déplacement et la visite de projets importants. L'UPA fournira un soutien administratif sous forme de lettres d'introduction aux officiels concernés, un bureau et l'accès aux documents pertinents. Le consultant devra lui-même fournir un ordinateur, une imprimante, etc., et sera responsable de l'impression du rapport final en anglais. La Banque Mondiale sera responsable de la traduction du rapport final en français.

RESUME ANALYTIQUE

1. La faible croissance qui a caractérisé la performance économique du Sénégal au cours des dix dernières années est en partie due aux faibles taux d'investissement. L'investissement Intérieur Brut (IIB) était inférieur à 15% du PIB, taux qui est considéré comme le minimum nécessaire pour remplacer et soutenir le capital national existant. L'actuelle politique économique accorde une haute priorité à la hausse de cet IIB au ratio du PIB et à l'accroissement de l'efficacité de l'investissement public.

2. L'investissement privé domine l'investissement global et représente 70% de la formation brute de capital fixe. Il devrait continuer à croître compte tenu de la rapide croissance actuelle de l'épargne privée et de la perspective d'une baisse du taux d'inflation.

3. La baisse du soutien des bailleurs de fonds ainsi qu'une capacité limitée à générer des fonds internes a entraîné une baisse significative de l'investissement public total en termes réels durant la période 1987-95. Il en a résulté une baisse de l'investissement public dans le secteur primaire en termes absolus, mais aussi en termes relatifs en raison de l'augmentation de l'investissement public dans la santé, l'éducation et le logement dans le secteur quaternaire.

4. En dépit de cette baisse, le secteur primaire en général et le secteur agricole en particulier demeurent d'importants bénéficiaires d'investissement public et reçoivent des allocations qui dépassent leur contribution au PIB. Les investissements publics réalisés dans le secteur agricole durant la période 1987-1995 étaient de 339,2 M FCFA aux prix de 1995, soit l'équivalent de 678,5 millions de \$US ou 80.000 SUS per capita.

5. Jusqu'à récemment, les efforts faits pour augmenter l'investissement public ont été entravés par les pressions exercées pour réduire les actuels déficits internes et externes. La baisse des recettes publiques a limité l'augmentation de l'investissement public à partir du budget national, et l'augmentation du financement des bailleurs de fonds a aussi été limitée par le niveau élevé de l'actuel service de la dette.

6. En dépit de ces contraintes, l'augmentation du soutien des bailleurs de fonds consécutive à la dévaluation du franc CFA, a ramené l'investissement public dans l'agriculture aux niveaux précédents, et des augmentations supplémentaires sont prévues pour le moyen terme. Mais à moins d'avoir un fort impact positif sur la performance économique, cet investissement ne fera qu'alourdir davantage les actuels déficits internes et externes. Il est donc essentiel que les futurs investissements publics soient rationnellement utilisés pour soutenir la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

7. Les investissements publics dans l'agriculture poursuivaient quatre principaux objectifs durant la période 1987-95: augmentation de la production agricole; réduction de l'intervention de l'Etat dans le secteur agricole et promotion de l'activité du secteur privé, particulièrement dans la fourniture et la commercialisation des intrants; formation des agriculteurs; et gestion améliorée des ressources naturelles. Parmi ces objectifs, celui d'augmentation de la production agricole a reçu la plus haute priorité. Ceci traduit un long désir d'augmenter l'autosuffisance alimentaire, en particulier par l'accroissement des cultures irriguées.

8. La réponse du secteur agricole aux programmes d'investissement public passés a été très faible. La production alimentaire per capita et la qualité de la vie en milieu rural ont baissé; il y a eu une extensification générale des systèmes de production et peu

de diversification; les ressources en sol et en eau se sont dégradées; la privatisation et la libéralisation de la politique des prix ont été lentes; et les améliorations dans la recherche, l'analyse des politiques, la vulgarisation et la santé animale ont été modérées. Ainsi, les programmes d'investissement public ont dans une large mesure manqué d'atteindre leurs objectifs.

9. Bien que des facteurs exogènes aient indubitablement contribué à la faiblesse de cette réponse, le choix des objectifs et stratégies d'investissement public ainsi que l'allocation des ressources qui en a résulté y ont aussi fortement contribué, plus particulièrement le déséquilibre entre investissement dans les cultures irriguées et investissement dans les cultures pluviales, en raison de l'accent mis sur l'irrigation comme principal moyen d'augmenter la production agricole et l'autosuffisance alimentaire. Bien que les cultures pluviales représentent 89% de la valeur totale de la production agricole, 84% de la production céréalière et 96% des superficies totales cultivées, elles n'ont reçu que 37% de l'investissement alloué à la production agricole. Par contre, la culture irriguée a reçu 56% de cet investissement bien qu'elle ne représente que 11% de la valeur totale de la production et 16% de la production céréalière.

10. L'allocation disproportionnée des ressources en faveur de l'investissement dans la culture irriguée découle en grande partie de l'orientation fondamentale d'augmentation de l'autosuffisance alimentaire plutôt que de la sécurité alimentaire. Le soutien à la production rizicole contribue peu à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

I 1. Ce déséquilibre se reflète aussi dans l'allocation de l'investissement par région. La vallée du fleuve Sénégal et la Casamance reçoivent 65 à 70% de l'investissement total dans l'agriculture, bien qu'elles ne représentent que 20% de la population totale. Ce déséquilibre est encore plus prononcé par rapport aux niveaux de pauvreté puisque la vallée du fleuve reçoit 40% de l'investissement total dans l'agriculture même si 4,4% seulement des ménages ruraux de cette région se situent en dessous du seuil de pauvreté.

12. Cette allocation disproportionnée aux dépens du Bassin arachidier est aussi un sujet de préoccupation. Bien qu'il représente près de la moitié de la population, les deux tiers des superficies cultivées, et produit l'essentiel de l'arachide sur laquelle repose fortement l'économie du pays, cette région a reçu moins de 5% de l'investissement public dans l'agriculture. C'est aussi dans cette région où il y a la plus forte concentration de pauvreté, avec plus de 50% des ménages se situant en dessous du seuil de pauvreté. Toutes les autres régions reçoivent des allocations d'investissement public qui sont dans l'ensemble en adéquation avec leur population et les superficies cultivées.

13. L'allocation croissante d'investissement public à la recherche et au soutien institutionnel est plus encourageante. Si elle est maintenue, elle pourra apporter une contribution significative au secteur.

14. Les actuels programmes d'investissement public reprennent les mêmes erreurs d'allocation et les aggravent même. Aussi bien le PTIIP de 1996-1998 que le PISA de 1995-

1997 allouent encore plus de fonds aux cultures irriguées et moins aux cultures pluviales malgré la priorité que le PISA semble accorder à la sécurité alimentaire.

15. Une certaine réorientation du PISA est prévue pour la période 1998-2000, avec moins de soutien pour la riziculture et plus pour l'élevage et les produits de l'élevage,

l'horticulture et l'arboriculture fruitière. Le but à moyen terme est de promouvoir un secteur agricole plus diversifié avec un accent plus marqué sur les produits à haute valeur ajoutée. Il n'est pas évident que ce soit là une nouvelle vision appropriée pour l'agriculture ni une utilisation appropriée des ressources publiques. Les cultures pluviales continueront de recevoir une allocation minimale relativement à leur importance dans le secteur; l'intensification des cultures que ceci implique est contraire à l'extensification observée sur le terrain; et la promotion de produits horticoles de haute valeur qui profitent aux producteurs et consommateurs à hauts revenus gagnerait à être financée par le secteur privé.

16. En apparence, les bailleurs de fonds exercent une influence considérable sur la nature des investissements publics puisqu'ils fournissent 86 à 89% du financement total. En réalité, le Sénégal garde un contrôle ferme sur l'investissement public dans l'agriculture et sur l'accent qui y est mis sur les cultures irriguées aux dépens des autres composantes du secteur, malgré leur manque de succès avéré. Bien que la communauté des bailleurs de fonds ait pris l'initiative de l'orientation initiale sur l'irrigation, elle a été par la suite incapable d'initier un quelconque changement véritable dans l'orientation de l'investissement, et a plutôt choisi de diriger son soutien financier vers d'autres parties de l'économie. Les bailleurs de fonds doivent donc assumer une part de responsabilité dans l'échec de l'investissement public dans l'agriculture.

17. Tout changement dans l'orientation de l'investissement public devra être à l'initiative des décideurs sénégalais. Toute tentative des bailleurs de fonds d'imposer une nouvelle série de priorités d'investissement serait malvenue et aurait peu de chances de réussir. Au contraire, les bailleurs de fonds devraient être plus actifs dans l'identification et le financement d'initiatives d'investissement public plus appropriées.

18. Sur la base de ces conclusions, les recommandations suivantes constituent un point de départ pour l'étude d'une politique et des programmes futurs d'investissement public:

(a) Toute révision des objectifs et stratégies des futurs programmes d'investissement public pour le secteur agricole doit être initiée par les décideurs sénégalais.

(b) Lesquels décideurs doivent prendre en compte les suggestions suivantes:

- Accorder une priorité sans équivoque à l'amélioration de la sécurité alimentaire en tant qu'objectif primordial de l'investissement public, en déplaçant l'accent actuellement mis sur l'autosuffisance alimentaire; les stratégies et projets d'investissement choisis doivent traduire pleinement cette priorité.
- Donner à l'investissement public dans les cultures pluviales vivrières et de rente la priorité sur l'investissement public dans les cultures irriguées; les futures allocations d'investissement public devront traduire cette priorité.
- Dans les régions où les cultures pluviales prédominent, les programmes d'investissement public doivent mettre l'accent sur des mesures visant à améliorer la conservation des sols et de l'eau afin de stabiliser et, à terme, augmenter la production; ils doivent aussi mettre l'accent sur le soutien aux activités génératrices de revenus non agricoles.

- Cibler davantage l'investissement public dans des régions comme le Bassin arachidier où la pauvreté et l'insécurité alimentaire en milieu rural sont prononcées.
- Maintenir et, autant que possible, étendre l'accent actuellement mis sur l'investissement public pour le soutien institutionnel.
- Faire financer essentiellement par l'investissement privé les initiatives qui profitent aux producteurs et consommateurs à hauts revenus; utiliser les ressources publiques essentiellement pour les initiatives qui profitent aux pauvres du monde rural.

(c) Clarifier nettement les raisons de l'échec des programmes d'investissement public passés, et envisager plus pleinement les futurs investissements à travers les études suivantes.

- ✚ Une analyse de l'importance relative des facteurs exogènes (politique économique, climat, conflits, tendances des cours mondiaux, etc.) par rapport aux facteurs endogènes (pertinence des objectifs et stratégies d'investissement passés, efficacité de l'exécution des projets d'investissement, etc.) dans l'explication de l'échec des investissements publics passés.
- ✚ Une étude/enquête accélérée des producteurs et consommateurs de produits agricoles pour déterminer leurs vues sur les buts les plus appropriés pour le développement agricole et les contraintes qui les empêchent d'atteindre ces buts
- ✚ Une étude de l'investissement du secteur privé dans l'agriculture pour déterminer le niveau des ressources engagées, les principales sources de financements et les types d'activités considérés les plus rentables.

1. INTRODUCTION

Après une période de stagnation économique au début des années 90, le Sénégal a démarré un programme de réformes économiques en 1994 pour restaurer et renforcer la compétitivité de son économie. L'assainissement des finances publiques, la libéralisation du commerce et des prix, et la privatisation des entreprises publiques constituent les principaux éléments de ce programme. La dévaluation du franc CFA en janvier 1994 a renforcé la réponse initiale à ces réformes, et la croissance a augmenté. Mais étant donné que la plupart de ces réformes sont toujours en cours, il est trop **tôt** pour évaluer leur impact global.

Des améliorations dans le niveau, la composition et l'impact de l'investissement, sont essentielles au succès final des réformes économiques entreprises, comme le montrent les objectifs à court terme du Document Cadre de la Sixième Politique de juillet 1994:

- (1) Croissance réelle du PIB de 4,7% en 1995 et de 4,8% en 1996.
- (2) Augmentation du rapport Investissement/PIB de 14,1% en 1993 à 16,7% en 1996 et amélioration de l'efficacité de l'investissement public.
- (3) Réaliser des excédents primaires dans le budget national.
- (4) Contenir et réduire l'actuel déficit du compte courant de 9,8% du PIB en 1994 à 7,3% en 1996.

En réponse à cet impératif, l'Unité de Politique Agricole (UPA) du Ministère de l'Agriculture a effectué une étude de l'investissement public passé, actuel et futur dans le secteur agricole (les cultures, l'élevage, la recherche et le soutien institutionnel connexes). Cette étude, telle que présentée dans le corps du rapport, servira de point de référence pour une initiative plus étendue pour définir les futurs politiques et programmes d'investissement public dans l'agriculture, et pour améliorer leur impact sur la croissance économique et le développement, ainsi que sur la réduction de la pauvreté.

Le rapport est structuré comme suit: Le Chapitre II esquisse le cadre macro-économique pour l'investissement public et privé global durant la période 1985-1995, y compris le niveau et la composition de l'investissement public alloué au secteur primaire par rapport aux autres secteurs. Le Chapitre III étudie les investissements agricoles plus en détail, notamment les objectifs et stratégies officiels d'investissement, comment l'investissement a été alloué par type de projet et par région durant la période 1987-95, une analyse des coûts d'investissement et des coûts récurrents sur un échantillon de projets d'investissement, et enfin une étude du financement de l'investissement. A chaque fois que possible, l'investissement est comparé avec les niveaux actuels de pauvreté et de croissance économique. Dans le Chapitre IV, l'analyse s'étend à l'allocation prévue pour les dépenses d'investissement public dans l'actuel Programme Triennal d'Investissements Publics (PTL7P) I 1996-1998 et le Programme d'investissement du Secteur Agricole (PISA) 1995-2000. Enfin le Chapitre V présente les conclusions de l'étude et un certain nombre de recommandations pour la planification des futurs investissements. Une description des sources de données et de la méthodologie, ainsi que des données de base pertinentes, figurent à l'Annexe I.

L'UPA nous a fourni un précieux soutien durant la préparation de l'étude. Nous remercions en particulier son Directeur, M. Habib Ly, son Directeur adjoint, Mme Fall, M. Dromard, le Docteur Mbaye et Mme Guèye pour leur assistance.

2. CADRE MACRO-ECONOMIQUE D'INVESTISSEMENT 1985-1995

Les politiques économiques qui ont prédominé durant la période 1985-1995 ont abouti à une plus grande stabilité macro-économique qui s'est traduite par des déficits budgétaire et commercial modérés et par un faible taux d'inflation, mais aussi par une croissance très faible en dessous du taux de croissance démographique (Tableau 1 Annexe). Les politiques déflationnistes ont été les principaux vecteurs de la stabilisation économique avant la dévaluation, mais ayant été appliquées pendant une période où les termes de l'échange étaient en baisse et les conditions climatiques souvent défavorables, la croissance ne pouvait qu'être faible. Les facteurs endogènes ont aussi contribué à limiter la croissance, notamment les distortions dans la politique des prix, l'inefficacité des entreprises du secteur public qui contrôlent la transformation des produits agricoles, et le fait de trop compter sur la réduction des dépenses publiques pour maîtriser le déficit budgétaire. Ainsi, le cadre de croissance économique et d'investissement a créé le double danger de la contraction des marchés intérieurs et de la chute de la compétitivité sur les marchés mondiaux.

2.1 Tendances des Indicateurs macro

Le PIB réel a régulièrement augmenté de 1985 à 1988 grâce à l'engagement renouvelé du gouvernement du Sénégal à poursuivre les réformes, et aux conditions climatiques favorables. Par la suite, l'incapacité de mener à bien ces réformes en plus des conditions climatiques défavorables, ont entraîné le pays dans une période de croissance faible et souvent négative de 1989 à 1993 (Tableau I Annexe)¹. Pour augmenter la compétitivité et stimuler la croissance, le gouvernement du Sénégal et la communauté des bailleurs de fonds ont alors initié en 1993-94 l'actuel programme de réformes économiques. La dévaluation a augmenté la réponse à ces réformes mais la reprise reste fragile et tributaire du soutien continu des bailleurs de fonds et de l'approfondissement des réformes de politique.

L'économie semble être restée tout à fait stable dans sa structure pendant toute la période 1985-1990 (Tableau 2 Annexe). Le secteur tertiaire continue de dominer l'économie avec 47 à 49% du PIB, suivi du secteur primaire (20-23% du PIB) et du secteur secondaire (17-19% du PIB). La croissance a été irrégulière dans tous les secteurs mais surtout dans le secteur primaire à cause des conditions climatiques défavorables. Cette variabilité de la croissance du secteur primaire continue d'être une principale source d'instabilité de l'ensemble de l'économie.

L'investissement intérieur brut (IIB) a augmenté en termes réels de 1985 à 1990 puis est resté statique jusqu'à l'augmentation enregistrée en 1994-95 suite à l'action des bailleurs des fonds (Tableau 3 Annexe). Malgré cette croissance, l'IIB a été largement en dessous de 15% du PIB (Figure 1), taux considéré comme le minimum nécessaire pour renouveler et soutenir le capital national existant. Le secteur privé domine dans l'investissement global et représente 70% de la formation brute de capital fixe (FBCF)².

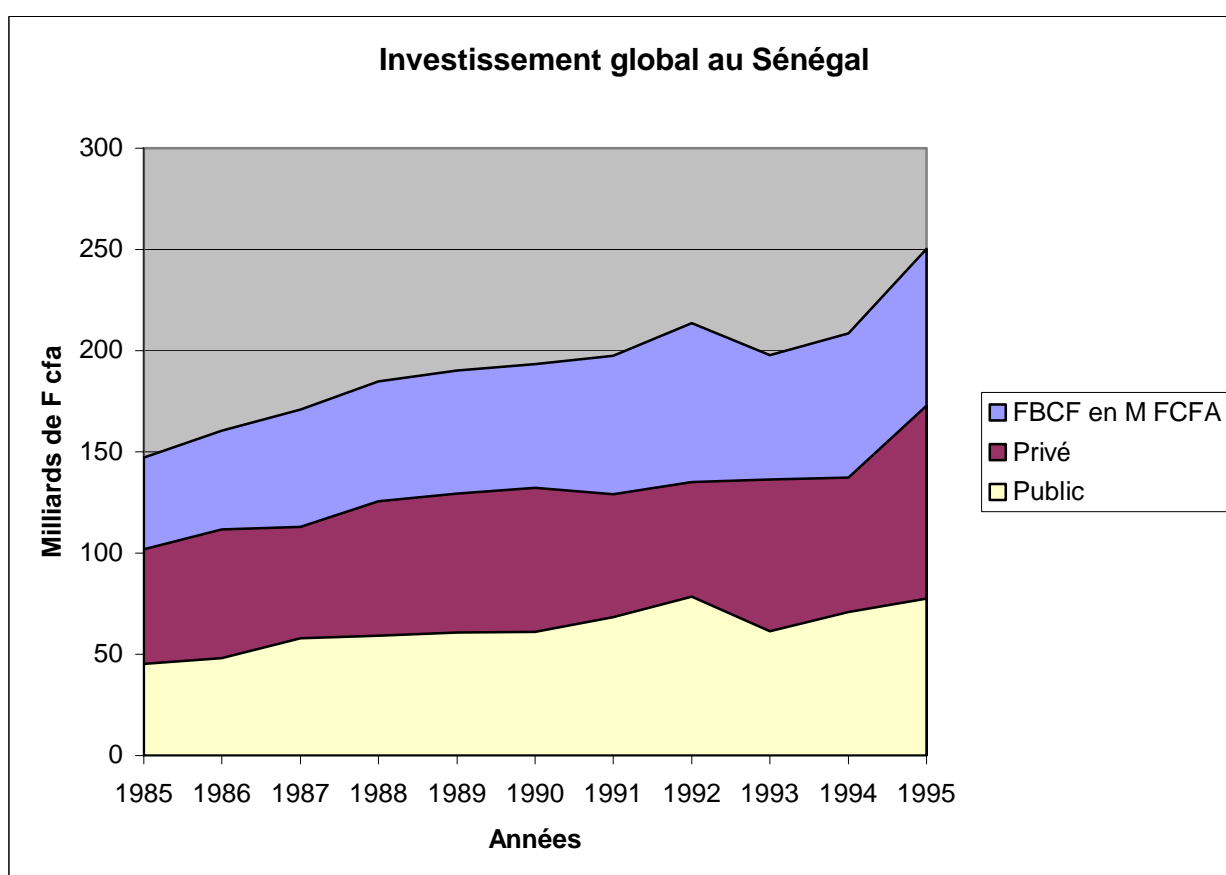
¹ Les données de 1991-95 restent provisoires jusqu'à leur vérification par le FMI.

² Faute d'éclatement de l'IIB entre secteurs public et privé, la formation brute de capital fixe (FBCF) calculée comme IIB plus l'évolution des actions, est utilisée comme variable. Puisque l'évolution des actions n'était que de 2 à 12% de l'IIB, la FBCF est considérée comme un indicateur acceptable de l'IIB.

De plus, étant donné que les taux de croissance de la FBCF privée et publique étaient similaires durant la période 1985-95, cette forte contribution du secteur privé a été plutôt stable. L'épargne intérieure brute (EIB) a augmenté de -8,3 M FCFA en 1985 à 165,6 M FCFA en 1995 on prix constants (1987). Ce changement est intervenu essentiellement dans le secteur privé qui représente maintenant plus de 60% de l'EIB contre 2,4% en 1991. L'inflation a aussi été modérée entre 1985-95 et le gouvernement semble avoir contenu l'impact inflationniste immédiat de la dévaluation en permettant une véritable dépréciation du taux de change.

La perspective d'une baisse continue de l'inflation, la prédominance de l'investissement privé et la croissance de l'épargne privée sont toutes des indicateurs favorables pour de futurs investissements privés.

Figure 1. Investissement global au Sénégal: 1987-1995
Public/Privé (Prix constants 1997=100)



Les principaux autres indicateurs de la performance macro-économique donnent une meilleure idée des véritables problèmes de l'économie sénégalaise, notamment de l'incapacité à réduire substantiellement les actuels déficits du compte courant et du budget. Tous deux sont liés à l'investissement public.

La réduction du déficit extérieur a été limitée par l'incapacité à compétir sur les marchés internationaux, qui à son tour exclut toute réduction significative du déficit de la balance des paiements. Le déficit budgétaire est resté assez stable à 3-5% du PUB sur la base des engagements, les dons non compris (Tableau 1 Annexe). Mais étant

donné que les recettes publiques ont baissé en termes réels depuis 1991, les dépenses publiques ont dû être fortement réduites afin de les maîtriser (Tableau 4 Annexe). Jusqu'ici cette réduction des dépenses publiques n'a pas significativement affecté les dépenses d'investissement budgétaires. Les réductions ont été faites sur les dépenses récurrentes plutôt que sur les dépenses d'investissement, particulièrement les salaires et les frais de fonctionnement; et une augmentation récente des dons de la communauté des bailleurs de fonds, dont une bonne partie sous forme de soutien budgétaire, a en partie contribué à compenser la baisse des recettes publiques. Il en a résulté une augmentation des dépenses d'investissement budgétaires aussi bien en termes réels que de pourcentage du PIB. Cette augmentation est cependant trompeuse car elle est en fait due à une dépendance accrue vis-à-vis du soutien des bailleurs de fonds et non à une capacité interne accrue à financer l'investissement. D'autre part, l'utilisation croissante des financements des bailleurs de fonds aux fins de soutien budgétaire, de dépenses récurrentes et de l'entretien différé, a réduit les ressources disponibles pour l'investissement public.

Les actuelles mesures de réforme mettent l'accent sur l'accroissement des recettes publiques comme principal moyen de réduire le déficit budgétaire, plutôt que sur des coupes supplémentaires dans les dépenses publiques. Les améliorations prévues dans la politique, la législation et l'administration fiscales devraient permettre d'élargir l'assiette fiscale et d'augmenter ainsi les recettes fiscales. La dévaluation et les autres mesures connexes visant à augmenter davantage la compétitivité sont perçues comme les principaux moyens de réduire le déficit commercial et, par conséquent, le déficit du compte courant.

Bien que ces réformes traitent de la question des déficits non soutenables, elles ne règlent pas le problème à plus long terme des hauts niveaux actuels de la dette internationale et du service de celle-ci. Le haut niveau du service de la dette (projections à moyen terme du FMI pour 15-20% des recettes publiques) limite la capacité du gouvernement à emprunter davantage pour promouvoir l'investissement et la croissance, et réduit les ressources internes disponibles pour l'investissement public. Il faut noter qu'une augmentation de la composante dons du soutien des bailleurs de fonds permettrait d'augmenter l'investissement public financé par les partenaires extérieurs sans alourdir le service de la dette. Mais comme le Sénégal bénéficie déjà d'une forte proportion d'aide sous forme de dons (Duruflé, 1994), il pourrait ne pas pouvoir profiter davantage encore de cette forme de soutien.

Compte tenu de ces circonstances, des mesures pour stimuler l'investissement et la croissance du secteur privé sont peut-être plus essentielles à la réussite de la réforme économique que l'accroissement de l'investissement public. De plus, toute augmentation de l'investissement public doit s'accompagner d'une forte croissance économique concomitante pour augmenter davantage les recettes publiques et la capacité de paiement du service de la dette. Autrement, les déficits interne et externe pourraient s'aggraver encore.

2.2 Tendances de l'Investissement public

L'essentiel de l'investissement public est réalisé dans le cadre du Programme Triennal d'Investissements Publics (PTIP). Conformément aux tendances macro-économiques de la croissance, cet investissement a augmenté en termes réels de 1987 à 1991, puis a régulièrement baissé jusqu'en 1994 (Tableau 1). Le soutien accru des bailleurs de fonds a par la suite significativement stimulé l'investissement public en 1995 bien que cette

augmentation n'ait fait que ramener celui-ci au niveau de la période 1987/88-1989/90. Les taux d'exécution sont relativement élevés se situant à 70-80%, mais ont quelque peu baissé en 1995 lorsque les ressources disponibles ont augmenté. En 1995, les investissements réalisés ont augmenté de 35%, contre une augmentation de 50% des dépenses projetées, indiquant la possibilité de l'existence de contraintes dans la capacité à exécuter des niveaux d'investissement public plus élevés.

Tableau 1. Sénégal: Investissement public 1987-95
(Prix constants en M FCFA 1987=100)

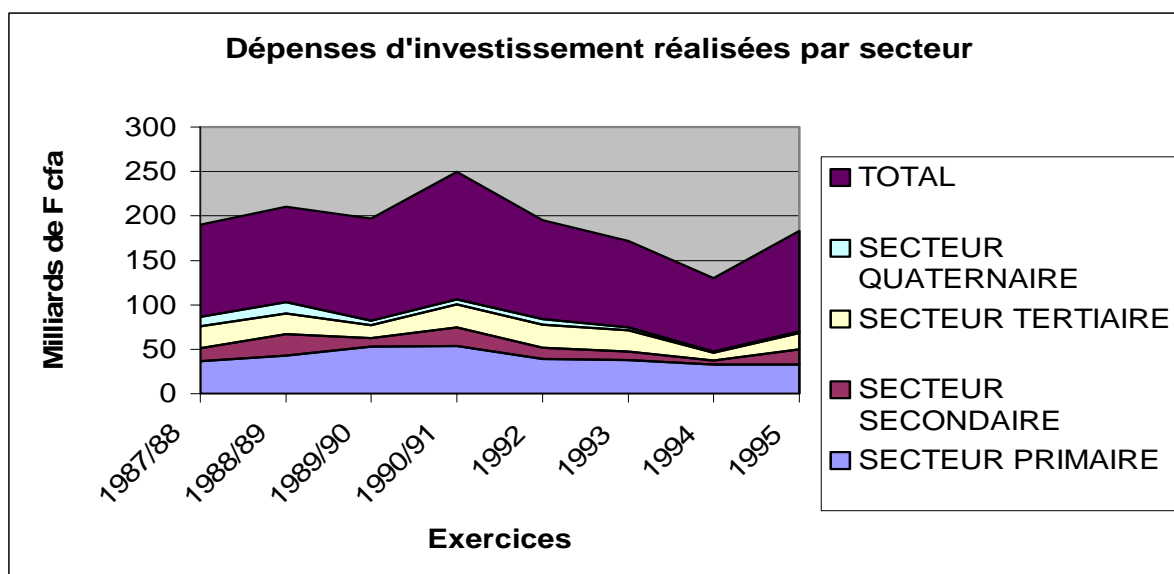
	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	1992	1993	1994	1995
Dépenses projetées	145,0	140,0	158,0	182,4	166,8	139,8	157,3	235,6
Dépenses réalisées	103,6	107,7	114,6	143,3	111,2	96,9	81,1	109,1
Taux d'exécution (%)	71,4	78,6	74,7	81,4	70,2	73,2	72,8	64,5
Sources de financement								
Externes (M FCFA)	78,8	85,1	83,7	99,5	66,2	60,2	54,0	75,6
Internes (M FCFA)	24,8	22,6	30,8	43,9	45,0	36,7	33,4	33,5
% Externes	76,1	79,0	73,1	69,4	59,5	62,1	66,6	69,3

SOURCE: Direction du Plan, Ministère des Finances.

Les sources extérieures ont financé 60-80% des investissements publics réalisés. Cette forte dépendance s'est significativement accentuée depuis 1992, au moment où les ressources extérieures sont en train de diminuer partout dans le monde. Les tendances concomitantes des finances internes indiquent la difficulté à augmenter la contribution interne en raison de la baisse des recettes publiques et des pressions pour réduire le déficit budgétaire.

Le secteur primaire a reçu la plus grande part d'investissement public pendant la période 1987-95, bien que cette part ait diminué aussi bien en termes de valeur que de pourcentage à cause de l'augmentation des allocations au secteur quaternaire, notamment la santé et l'éducation (Figure 2 et Tableaux 2a et 2b). Cette diminution s'est accentuée en 1995 puisqu'une bonne partie du soutien des bailleurs de fonds a été allouée aux autres secteurs. Ainsi, le secteur quaternaire est actuellement le premier bénéficiaire d'investissement public. Cependant, l'agriculture et l'élevage continuent de recevoir ensemble la plus forte allocation d'investissement public.

Figure 2. Dépenses d'Investissement public réalisées par Secteur Prix constants
1987=100



2.3 Résumé

Bien qu'elle soit en baisse, la part du secteur primaire dans l'investissement public dépasse encore sa contribution au PIB. Pour la période 1987-95, le secteur primaire a reçu 37,3% de l'investissement public contre une contribution de 21,1% au PIB. Les taux de croissance annuelle correspondants dans le secteur primaire étaient très faibles se situant à 1,8%, contre 2,5% pour l'ensemble de l'économie. Ces tendances sont aussi apparentes dans le secteur primaire ou l'agriculture (cultures, élevage et hydraulique rurale) a reçu 24,5% de l'investissement public contre une contribution de 18% au PIB.

L'investissement public doit augmenter substantiellement à court et moyen termes, essentiellement sous l'impulsion du soutien accru des bailleurs de fonds. Les investissements réalisés en 1995 étaient en termes réels de 35% supérieurs à ceux de 1994; et le PTIP 1996-98 projette une autre augmentation de 12% par rapport à 1995-97. Compte tenu de la pression additionnelle que ceci exerce sur les déficits interne et externe, il est essentiel que cet investissement constitue un fort stimulant à la croissance économique. Une utilisation efficace des ressources mobilisées pour l'investissement public est par conséquent cruciale, surtout si la croissance du secteur privé est en deçà du niveau escompté.

TABLEAU 2a: SENEGAL: DEPENSES D'INVESTISSEMENT PUBLIC REALISEES PAR SECTEUR 1987 – 95

Prix constants en MFCFA (1987 = 100)

Indicateur	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	1992	1993	1994	1995	Total 1987/91	Total 1992/95	Total 1987/95
SECTEUR PRIMAIRE	36,4	43,1	53,2	53,8	38,9	37,9	32,8	32,9	• 190,9	175,0	365,9
Mémo Agriculture	13,3	21,2	30,4	29,0	15,3	18,3	12,9	14,0	96,2	73,8	170,0
Mémo: Elevage	0,7	0,4	1,3	0,8	1,1	0,7	1,2	1,2	3,2	5,3	8,5
Mémo Foresterie	3,3	4,9	5,4	7,7	3,9	3,2	4,7	3,4	21,9	19,0	40,9
Mémo: Pêche	2,1	3,3	3,2	3,8	1,4	0,7	0,1	0,7	12,7	3,4	16,1
Mémo Hydraulique rurale	8,9	7,2	7,9	3,5	7,5	7,9	6,1	6,3	28,0	34,1	62,1
SECTEUR SECONDAIRE	15,0	24,1	9,3	20,6	12,7	9,4	4,2	16,7	70,5	53,7	124,2
Mémo: Energie	11,7	18,1	6,5	13,5	8,9	3,9	2,2	10,7	50,9	32,2	83,1
SECTEUR TERTIAIRE	24,4	22,9	14,7	26,3	26,2	24,1	9,3	18,7	90,1	93,3	183,4
Mémo Transport	10,9	9,8	9,0	20,0	19,6	17,6	8,1	15,7	50,9	73,4	124,3
SECTEUR QUATERNAIRE	10,7	12,8	5,0	5,7	5,9	3,3	1,2	1,7	34,9	13,9	48,8
Mémo H draul. urbaine	27,8	17,6	37,4	42,8	33,3	25,5	36,1	44,8	128,6	177,9	306,5
Mémo Télécom	8,6	3,9	4,4	1,6	3,0	1,8	1,7	6,3	18,8	16,8	35,6
Mémo: Santé	2,7	3,3	5,9	5,7	4,9	5,1	6,3	6,7	18,1	29,2	47,3
Mémo Education	3,6	2,0	6,3	5,1	1,4	3,5	8,1	6,3	17,4	25,8	43,2
TOTAL	103,6	107,7	114,6	143,3	111,2	96,9	82,4	113,1	480,1	449,9	980,0

SOURCE: 1987-90, Banque Mondiale; 1991-95, Direction du Plan, Ministère des Finances.

3. INVESTISSEMENT PUBLIC DANS LE SECTEUR AGRICOLE 1987-1995

L'investissement public dans le secteur comprend l'investissement dans l'agriculture (cultures), l'élevage, la recherche et le soutien institutionnel connexes, qui représente approximativement 70% de l'investissement dans le secteur primaire³. **Les dépenses totales d'investissement réalisées pour le secteur agricole durant la période de huit ans étudiée (1987-95) étaient de 339,2 M FCFA aux prix de 1995, l'équivalent de 678,5 millions de \$US soit environ 80 000 \$US per capita.**

3.1 Objectifs, Stratégies et Réponses à l'Investissement public dans l'Agriculture

La planification de l'investissement public est basée sur les PTIP qui sont mis à jour annuellement. Ces PTIP précisent les objectifs globaux pour chaque secteur et sous-secteur, sur la base de la politique économique en vigueur, et les stratégies globales à mettre en oeuvre dans la poursuite de ces objectifs. Les objectifs et stratégies des PTLP constituent donc un cadre essentiel pour l'analyse.

Considérons d'abord les quatre **principaux objectifs du secteur** communs au PTILP durant la période 1987-95 étudiée (voir Tableau 5 Annexe pour des données plus détaillées pour chaque année).

- ⊕ Augmenter la production agricole
- ⊕ Réduire l'intervention de l'Etat dans le secteur agricole et promouvoir l'activité du secteur privé surtout dans la fourniture et la commercialisation des intrants
- ⊕ Former les agriculteurs
- ⊕ L'accent initial sur la réduction de la désertification a été progressivement remplacé par une mission plus générale d'amélioration de la gestion des ressources naturelles.

Ces objectifs devaient être réalisés en poursuivant les **stratégies** globales suivantes:

- ⊞ Accroissement de la production de cultures irriguées comme principal moyen d'augmenter la production agricole ~globale
- ⊞ Diversification et intensification de la production agricole, particulièrement par des systèmes de production intégrés de cultures (non irriguées), élevage et foresterie.
- ⊞ Privatisation des sociétés de développement qui contrôlent une bonne partie de la production, de la transformation et de la commercialisation agricoles, et suppression à terme des subventions que l'Etat leur alloue; libéralisation concomitante des prix et de la politique de commercialisation, et soutien général à l'activité du secteur privé.

³ La pêche, les projets d'hydraulique rurale, la foresterie et les ressources en eau, qui représentent les autres 30%, ne sont pas analysés dans la présente étude.

- Expansion du rôle de service public de l'Etat à travers un soutien institutionnel aux programmes de recherche, de vulgarisation et de santé animale; création d'associations de producteurs et amélioration de la capacité de formulation et de suivi des politiques.

Parmi ces objectifs et stratégies, l'augmentation de la production agricole est clairement la priorité. Bien que la justification officielle de cette orientation soit maintenant partagée entre l'augmentation de l'autosuffisance alimentaire et l'augmentation de la sécurité alimentaire, l'objectif primordial a toujours été d'augmenter l'autosuffisance alimentaire, essentiellement par une augmentation de la riziculture irriguée. **Cet objectif est incompatible avec l'augmentation de la sécurité alimentaire** (Etude Banque Mondiale sur la Pauvreté, 1995). Le haut niveau de protection nécessaire pour soutenir la production rizicole impose un lourd tribut sur les couches les plus démunies du pays.

La réponse **du secteur** à ces initiatives d'investissement public a été extrêmement décevante:

- ✚ Production alimentaire per capita en baisse et, par conséquent, réduction de l'autosuffisance alimentaire
- ✚ Baisse des échanges⁴ ruraux et, par conséquent, du bien-être et de la sécurité alimentaire en milieu rural
- ✚ Extensification générale des systèmes de production avec une diversification minimale
- ✚ Dégradation des ressources en sol et en eau
- ✚ Lente privatisation des sociétés de développement rural et continuation des subventions de l'Etat à celles-ci
- ✚ Légère libéralisation de la politique des prix, particulièrement dans la filière céréalière
- ✚ Améliorations modérées au niveau de la recherche, de la santé animale, de l'analyse et du suivi des politiques, et du système de vulgarisation.

Ainsi, **les programmes d'investissement public passés n'ont pas réussi à atteindre la plupart de leurs objectifs.**

Une analyse complète de l'ensemble des facteurs exogènes et endogènes (dans le PTIP) ayant contribué à cet échec, est hors du champ de la présente étude. L'analyse des structures de l'investissement par utilisation de fonds et par région, donne cependant une idée des facteurs endogènes possibles, surtout si l'on compare ces structures avec la croissance de la production et les niveaux de pauvreté en milieu rural. Etant donné que les dépenses d'investissement réalisées varient nettement chaque année, la moyenne des données annuelles a été calculée sur les deux périodes de quatre ans les plus récentes (1987-91 et 1992-95) en vue d'une analyse plus efficiente. Les dépenses totales réelles ont été similaires durant ces deux périodes (112,6 et 111,3 M FCFA respectivement aux prix de 1987), et constituent une bonne base de comparaison.

3.2 Investissement public selon l'Utilisation des Fonds

Parmi les quatre principales catégories d'investissement du PTIP (agriculture, élevage, études/recherche et soutien institutionnel), l'agriculture reçoit la plus grosse part avec 63-

⁴ Sur la base du rapport prix arachide prix coton (Banque Mondiale, 1995)

79% de l'investissement public (Tableau 3). Cette part a cependant diminué du fait de l'importance accrue donnée au soutien institutionnel qui est passé de 8,9 à 22% de l'investissement, conformément au rôle accru de service public dévolu à l'Etat. En ce qui concerne les autres catégories, les études et la recherche reçoivent près de 10% des ressources et l'élevage 4,5% contre 2,6% en 1987-88.

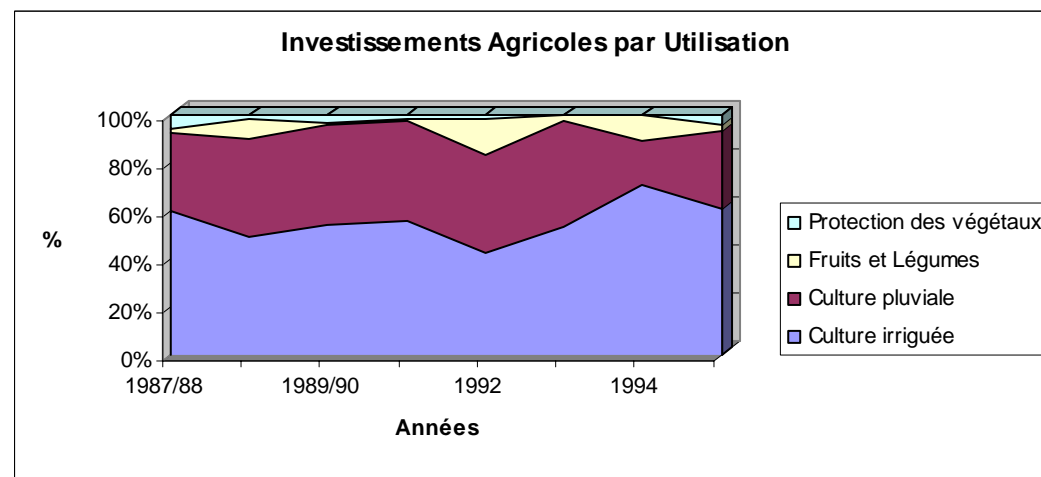
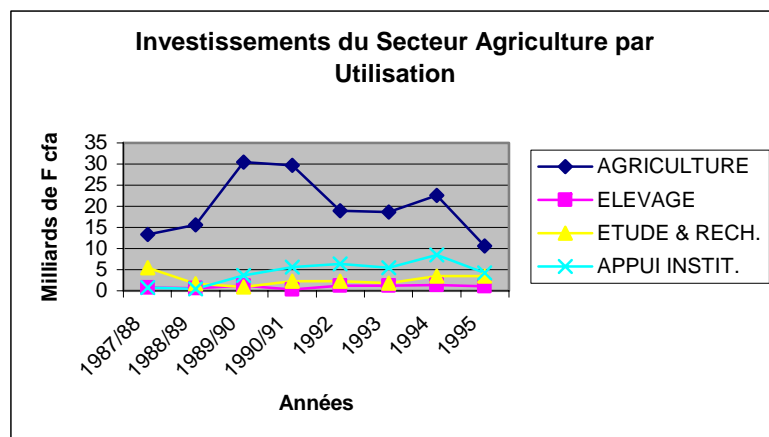
Dans le sous-secteur agriculture, les cultures irriguées reçoivent la plus forte allocation avec 36-43% de l'ensemble des dépenses d'investissement du secteur agricole, conformément aux stratégies et objectifs déclarés d'augmentation de la production. C'est aussi la plus forte allocation pour l'ensemble du secteur, malgré une baisse de 17% en 1992-95. Les cultures pluviales viennent en seconde position avec 21-32% de l'investissement, bien que cette part ait baissé de 35% depuis 1987-91. L'arboriculture fruitière et l'horticulture reçoivent 2,6-4,5%, suivies de la protection des végétaux avec 1-2%.

Malgré la priorité donnée à l'agriculture (production agricole) et les dépenses connexes d'un montant de 242,2 M FCFA (484,3 millions SUS) aux prix de 1995 durant la période 1987-95, la valeur totale de la production agricole a chuté à un taux annualisé de 0,70% par an (Tableau 4). L'allocation des investissements entre cultures donne une idée de la disparité entre investissement public et production.

TABLEAU 3: SENEGAL: DEPENSES D'INVESTISSEMENT PUBLIC REALISEES DANS L'AGRICULTURE PAR UTILISATION 1987-95

Indicateur	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	1992	1993	1994	1995	Total 1987/91		Total 1992/95		% de dépense.
	Prix constant en M FCFA(1987=100)									FCFAb	%	FCFAb	
AGRICULTURE	13,334	15,619	30,523	29,703	18,891	18,569	22,567	10,656	89,179	79,2	70,682	63,5	-20,7
Culture irriguée	7,958	7,678	16,507	16,523	8,027	9,982	15,979	6,442	48,666	43,2	40,610	36,5	-16,6
Culture pluviale	4,346	6,427	12,814	12,374	7,507	8,112	4,205	3,463	35,960	31,9	23,286	20,9	-35,2
Fruits et Légumes	0,263	1,250	0,086	0,396	2,802	0,475	2,383	0,277	1,995	1,8	5,936	5,3	+197,6
Protection des végétaux	0,767	0,264	1,117	0,410	0,375	0,000	0,000	0,474	2,558	2,3	0,849	0,8	-66,8
ELEVAGE	0,686	0,672	1,280	0,268	1,201	1,254	1,411	1,109	2,906	2,6	4,975	4,5	+71,2
ETUDE & RECH.	5,462	1,687	0,983	2,329	2,330	1,824	3,438	3,550	10,460	9,3	11,143	10,0	+6,5
APPUI INSTIT.	0,751	0,395	3,663	5,554	6,383	5,401	8,415	4,277	10,063	8,9	24,476	22,0	+143,2
TOTAL	20,233	18,372	36,149	37,854	28,805	27,047	35,831	19,592	112,608	100	111,276	100	-1,2

SOURCE : UPA, Ministère de l'agriculture



Considérons d'abord la production agricole qui reçoit la plus forte part de dépenses d'investissement public. Comme indiqué plus haut, le Sénégal considère l'augmentation de la riziculture irriguée comme la solution à long terme de son déficit alimentaire structurel, et a lourdement investi dans des projets d'irrigation aussi bien dans la vallée du fleuve Sénégal qu'en Casamance (135,2 M FCFA aux prix de 1995 (270,5 millions \$US) depuis 1987). La réponse a été faible avec une production qui augmente à un taux annualisé de 2,05% seulement de 1985/86 à 1995/96, soit un taux inférieur à celui de la croissance démographique. Etant donné que cette faible réponse est largement attribuée à la faiblesse des rendements, l'accent a été davantage mis sur l'augmentation des rendements des superficies actuelles au cours de ces dernières années. Malgré cela, la réponse a été modeste avec une augmentation des rendements annualisée de 2,4% depuis 1987/88.

Tableau 4. Tendances de la Production agricole

	Product (TM)	Superf (ha)	Rend. (kg/ha)
	% Aug./Baiss moyenne annuelle 1975/76 - 1995/96*		
Culture irriguée			
Riz	+2,05	-0,34	+2,40
Culture pluviale			
Mil/sorgho.	-0,99	-1,10	+0,90
Maïs	-1,27	+0,43	-1,69
Coton	-0,10	+2,56	-1,54
Arachides	-0,82	+3,1	-3,76
Total Cultures pluviales	-1,01**	+0,58	nd
Total Ensemble cultures	-0,70**	+0,55	nd
Elevage	+3,40	nd	nd

SOURCES Production agricole, Duruflé, 1996; Production animale, TOFE, Ministère Finances.

* Calculé en régressant le log naturel des variables respectifs dans le temps et en prenant l'aug./baiss. du % annuel comme [antilog du coefficient de régression -1].

** Production totale évaluée aux prix de 1989-90.

Les cultures pluviales ont reçu une allocation moindre aussi bien en termes absolus (Tableau 3) que relativement à leur contribution à la production alimentaire totale (Tableau 5). Les tendances de la production de cultures pluviales sont encore pires que celles du riz, avec une production totale en baisse pour toutes les cultures malgré une modeste augmentation des superficies. A l'exception du mii, ceci est dû à l'appauvrissement continu des sols qui se traduit par une baisse des rendements. Les niveaux de production per capita ont baissé encore plus vite, aggravant ainsi les problèmes d'insécurité alimentaire et d'autosuffisance alimentaire.

Le déséquilibre entre investissement public dans les cultures irriguées et investissement public dans les cultures pluviales devient encore plus net lorsque rapporté à leurs contributions respectives à la production (Tableau 5 ci-dessous). Bien que les cultures pluviales comptent pour 89% de la valeur totale de la production agricole, 84% de la production céréalière et 96% des superficies totales emblavées, elles ne reçoivent que 37% de l'investissement alloué à la production agricole. Par contre, la riziculture irriguée reçoit 56% de l'investissement alloué à la production agricole alors qu'elle ne représente que 11% de la valeur totale de la production et 16% de la production céréalière. Etant donné le petit volume

de surplus de paddy commercialisé, cette structure de l'investissement est d'autant plus préoccupante que ces mêmes hauts niveaux d'investissement alloués à la riziculture ne permettent guère plus que de soutenir la consommation privée des ménages ruraux des zones de riziculture. Il y a donc de solides raisons en faveur d'une réallocation de l'investissement public des cultures irriguées aux cultures pluviales.

Tableau 5. Cultures irriguées/Cultures pluviales

	Cultures pluviales	Cultures irriguées
Cultures	Mil/sorgho, maïs coton, arachides,	Riz
Contributions à la Production agricole totale (Moyenne pour 1985/86-1995-96)		
-Valeur totale de la production (prix 1990)	117 032 FCFA	13 716 FCFA
-Pourcentage de la valeur totale de la production	89,4 %	10,6%
-Superficies (ha)	2.000.012	75.062
- %de la superficie totale	96,4%	3,6%
Contribution à la production céréalière (moyenne pour 1985-95)		
-Production céréalière moyenne (TM)	835 642	161 364
% production céréalière totale	83,8%	16,2%
-Superficie (ha)	1 162 312	75 062
-% superficies céréales totale	93,9	6,1
Allocation de l'Investissement (1987-95) (Prix constants 1987=100)		
-Dépenses totales	59.246 FCFA	89.276 FCFA
-% du total pour l'agriculture	25,3 %	38,2%
-% du total pour la production agricole	37,1%	55,8%
-Investissement par ha (FCFA/ha)	296 212	1 189 363

SOURCES: Ministère de l'Agriculture (UPA), Ministère des Finances, Direction de la Planification.

Les partisans de la continuation d'allocation de hauts niveaux d'investissement public dans la riziculture irriguée pourraient faire remarquer que la production rizicole a augmenté alors que la production céréalière a diminué, que la rentabilité réelle de l'investissement dans la riziculture est pour demain, que les projets d'irrigation durent longtemps et que dans des pays comme le Sénégal, il faut du temps pour apprendre les nouveaux systèmes d'aménagement nécessaires pour réaliser le potentiel de l'irrigation.

Pour légitimes que soient ces arguments, il reste que la riziculture irriguée compte pour moins de 20% de la production céréalière totale et restera vraisemblablement à ce niveau à moyen terme. Il faudrait une augmentation de 50% de la production rizicole (approximativement 80.000 TM) pour générer la même réponse à la production qu'une augmentation de 10% de la production céréalière sous pluie. Mais alors qu'une augmentation de 10% de la production céréalière sous pluie est faisable dans le court à moyen terme, une augmentation de 50% de la production rizicole est improbable. De même, il est clair que le Sénégal a perdu plus de production céréalière qu'il n'a gagné en mettant l'accent sur l'investissement dans la riziculture irriguée aux dépens des cultures pluviales. La production per capita a chuté durant la période étudiée.

L'actuelle allocation disproportionnée de ressources à l'investissement dans les cultures irriguées par rapport aux cultures pluviales découle largement de l'accent mis sur

l'augmentation de l'autosuffisance alimentaire plutôt que la sécurité alimentaire. Mais comme indiqué plus haut, le haut niveau de protection nécessaire pour soutenir la production **rizicole impose un lourd tribut** sur les couches les **plus démunies (Etude de la Banque mondiale sur la Pauvreté, 1995)**. La sécurité alimentaire des ménages a donc chuté dans **l'effort** d'augmenter l'autosuffisance alimentaire, un objectif dont l'échec est démontrable puisque la production céréalière per capita a baissé.

Toute 'étude de l'investissement public doit commencer par un choix clair entre les buts de sécurité alimentaire et d'autosuffisance alimentaire. Les ressources doivent aussi être allouées de façon à refléter plus fidèlement la contribution présente et future de l'activité de production au secteur. Les cultures pluviales doivent par conséquent recevoir une plus grande part de l'investissement public, qui soit plus à la mesure de leur contribution à la production agricole totale.

TABLEAU 2b: SENEGAL: COMPOSITION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PUBLIC REALISEES PAR SECTEUR 1987-95

Indicateur	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	1992	1993	1994	1995	Total 1987/91	Total 1992/95	Total 1987/95
SECTEUR PRIMAIRE	35,1	40,0	46,4	37,5	35,0	39,1	39,8	29,1	39,8	35,0	37,3
Mémo Agriculture	12,8	19,6	26,5	20,2	13,7	18,8	15,6	12,4	20,0	14,8	17,3
Mémo Elevage	0,7	0,4	1,1	0,5	1,0	0,7	1,5	1,0	0,7	1,1	0,9
Mémo Foresterie	3,2	4,5	4,7	5,4	3,5	3,3	5,7	3,0	4,6	3,8	4,2
Mémo Pêche	2,0	3,1	2,8	2,6	1,3	0,7	0,1	0,7	2,6	0,7	1,6
Mémo Hydraulique rurale	8,6	6,7	6,9	2,4	6,7	8,2	7,4	5,6	5,8	6,8	6,3
SECT. SECONDAIRE	14,5	22,4	8,1	14,3	11,4	9,7	5,2	14,8	14,7	10,7	12,7
Mémo Énergie	11,3	16,8	5,7	9,4	8,0	4,0	2,6	9,5	10,6	6,4	8,5
SECT. TERTIAIRE	23,6	21,3	12,8	18,3	23,6	24,8	11,3	16,5	18,8	18,7	18,7
Mémo Transport artisanat	10,5	9,1	7,9	13,9	17,6	18,2	9,8	13,9	10,6	14,7	12,7
Mémo Télécom	10,3	11,9	4,4	4,0	5,3	3,4	1,5	1,5	7,3	2,8	5,0
SECT. QUATERNAIRE	10,3	11,9	4,4	4,0	5,3	3,4	1,5	1,5	7,3	2,8	5,0
Mémo Hydraulique urbaine	26,8	16,4	32,6	29,8	30,0	26,4	43,8	39,6	26,8	35,6	31,3
Mémo Télécom	8,3	3,6	3,8	1,1	2,7	1,9	2,1	5,6	3,9	3,4	3,6
Mémo Habitat	3,1	2,9	3,9	5,7	4,3	3,8	3,4	4,9	4,1	4,2	4,1
Mémo Santé	2,6	3,1	5,2	4,0	4,4	5,3	7,7	5,9	3,8	5,8	4,8
Mémo Education	3,5	1,8	5,5	3,6	1,3	3,6	9,9	5,6	3,6	5,2	4,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : 1987-90, Banque Mondiale ; 1991 - 95, Direction du Plan

Si l'on veut augmenter l'investissement public dans les cultures pluviales, l'on doit tenir compte des difficiles conditions agro - climatiques dans lesquelles l'essentiel de la production pluviale se déroule. Une pluviométrie faible et variable, la baisse de la fertilité des sols et la perte progressive du couvert végétal qui aide à la rétention de l'eau, sont les caractéristiques précises de cet environnement de production. Dans ces conditions, les initiatives d'investissement public pour les cultures pluviales devraient continuer de se focaliser sur le développement de systèmes de production qui mettent l'accent sur les techniques de conservation des sols et de l'eau, soutenu au besoin par la recherche agronomique sur des variétés tolérées par la sécheresse. A court terme, cette orientation aidera à réduire la variabilité de la production pluviale; dans le moyen à court terme, elle devrait aboutir à un accroissement des rendements. C'est aussi le seul moyen efficace de freiner la baisse à long terme de la fertilité des sols.

La production rizicole mérite un soutien continu, mais à un niveau plus conforme à sa contribution à la production céréalière nationale. En modifiant encore le niveau d'investissement public alloué pour s'orienter vers des mesures qui améliorent les rendements (notamment les services de vulgarisation et de soutien), tout en réduisant en même temps l'accent mis sur l'aménagement de nouveaux sites d'irrigation, l'on aurait un programme continu de mesures permettant d'augmenter la production rizicole globale mais à des coûts beaucoup plus bas pour les finances publiques. Ceci, à son tour, permettrait de dégager des ressources à réallouer à d'autres activités.

Le secteur de l'élevage pourrait sembler désavantagé par les actuelles priorités accordées aux dépenses d'investissement public. Il n'a reçu que 0,9% de l'ensemble des investissements publics durant la période étudiée (l'équivalent de 3,4% de l'investissement agricole), tout en contribuant pour 7% au PIB. Malgré tout, le secteur a cru à un taux annualisé de 3,4%, ce qui indique que l'investissement du secteur privé a plus que compensé les bas niveaux d'investissement public. Il semble aussi que l'investissement du secteur privé ait impulsé une bonne partie de la croissance apparente du secteur horticole, ce qui indique encore qu'un investissement public limité n'est pas toujours un frein à la croissance. Là où les rendements potentiels sont élevés, le secteur public devrait faciliter et non mener le processus d'investissement, en améliorant l'accès au crédit et aux services de soutien pertinents.

L'investissement public croissant dans la recherche et le soutien institutionnel a été plus conforme aux objectifs et stratégies déclarés, et s'il est soutenu, a le potentiel d'apporter une contribution significative au secteur agricole. L'accent récemment mis sur le soutien à la recherche, la vulgarisation et l'analyse des politiques est particulièrement positif. Ces initiatives devraient être poursuivies dans l'avenir.

3.3 Investissement public par Région

L'analyse régionale de l'investissement public s'inspire de données des régions aussi bien agro écologiques qu'administratives. Cependant, l'accent a été mis sur l'analyse par région agro écologique puisqu'elle correspond davantage au potentiel d'accroissement de la production agricole.

Une répartition initiale de l'investissement public par région agro-écologi⁴ue indique d'autres anomalies dans l'allocation des fonds, notamment les niveaux hautement disproportionnés d'investissement dans le Bassin arachidier (Tableau 6). La vallée du fleuve et la Casamance reçoivent ensemble 65-70% de l'investissement agricole total, conformément à l'accent mis sur les cultures irriguées. Cette tendance s'est renforcée durant la période étudiée du fait d'une augmentation de 21,6% de l'investissement public en Casamance. Contrairement aux

anomalies flagrantes notées dans l'allocation régionale, l'allocation accrue aux programmes nationaux est encourageante et traduit la nouvelle orientation sur le service public.

L'analyse approfondie par population et superficie cultivée (Tableau 7) met en relief la faiblesse extrême de l'allocation au Bassin arachidier. Bien qu'elle contienne près de la moitié de la population et les deux tiers des superficies cultivées, fournisse l'essentiel de l'arachide sur laquelle repose très fortement l'économie du pays, cette région reçoit moins de 5% de l'investissement public dans l'agriculture. Les autres régions reçoivent toutes des allocations d'investissement public généralement en rapport avec leur population et leurs superficies cultivées.

Les faibles niveaux décroissants de l'investissement public dans la zone des Niayes ne reflètent pas le dynamisme de cette zone. Mais comme indiqué plus haut, la croissance de la production horticole dans cette zone a été largement impulsée par le secteur privé. Les conditions agro climatiques favorables et la proximité d'un grand marché urbain ont constitué de solides incitations à l'investissement du secteur privé. Les futurs investissements publics dans la zone devraient rester modérés afin que celle-ci puisse continuer de garder son actuelle indépendance vis-à-vis de l'intervention de l'Etat.

Les progrès réalisés dans les Niayes indiquent aussi un nouveau rôle possible pour les superficies irriguées de la vallée du fleuve Sénégal, à savoir la production de fruits et légumes de haute valeur pour l'exportation. Mais encore une fois, l'initiative de cette approche devrait revenir au secteur privé et non au secteur public. Si de telles initiatives du secteur privé commençaient effectivement à se développer dans la vallée du fleuve, le soutien du secteur public devrait se limiter à la fourniture de crédit et de services publics tels que la vulgarisation, le contrôle de la qualité des produits et la recherche.

TABLEAU 6: SENEGAL : DEPENSES D'INVESTISSEMENT PUBLIC REALISEES DANS L'AGRICULTURE PAR REGION 1987-95

Indicateur	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	1992	1993	1994	1995	Total 1987/91		Total 1992/95		% de change
	Prix constant en M FCFA (1987=100)									FCFA	%	FCFA	
NATIONAL	5,920	2,130	3,093	5,668	5,228	4,154	7,473	5,198	16,811	14,9	22,053	19,8	+31,2
V. FLEUVE	7,591	7,140	14,970	15,995	9,865	10,519	18,510	4,968	45,696	40,6	43,862	39,4	-4,0
CASAMANCE	2,821	4,153	9,746	11,434	10,506	10,506	6,440	6,817	28,154	25,0	34,225	30,8	+21,6
B. arachidier	2,048	0,215	3,596	1,670	1,014	0,358	0,725	1,075	7,529	6,7	3,172	2,9	-57,9
S. ORIENTAL	1,586	2,404	2,516	2,232	0,380	0,763	0,750	0,597	8,737	7,8	2,491	2,2	-71,5
Z.SYL.PASTO.	0,446	1,080	2,090	0,444	0,617	0,377	0,731	0,702	3,661	3,3	2,428	2,2	-33,7
NIAYES	0,000	1,250	0,108	0,234	0,144	0,166	0,103	0,072	1,591	1,4	0,486	0,4	-69,5
CAP VERT	0,221	0,000	0,031	0,179	1,095	0,204	1,098	1,163	0,431	0,4	2,560	2,4	+494,5
TOTAL	20,233	18,372	36,150	37,855	28,805	27,048	35,831	19,692					

Source/ UPA, Ministère de l'Agriculture

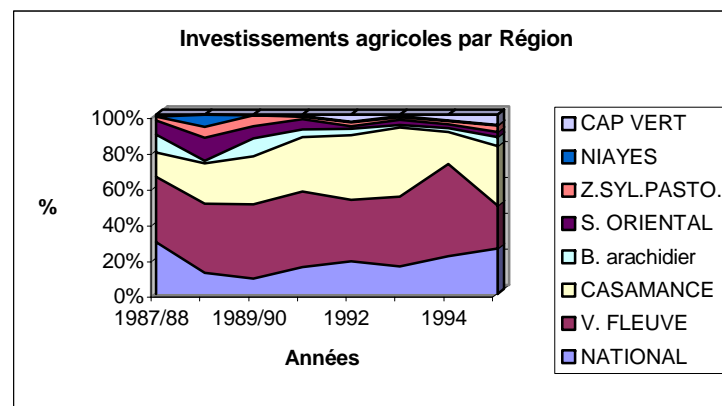


Tableau 7. Allocation régionale de l'Investissement public dans l'Agriculture par habitant & Superficie cultivée

Item	Invest. tot	% tot Inv.	% pop. tot	Inv./habit.	Superficie totale cultivée (ha) 1987/95	% Superficie totale cultivée (ha) 1987/95	Inv/ha cultivé
V. Fleuve	89 558	40,0	8,7	156 900	30 000	1,4	2 985 270
Casamance	62 379	27,9	11,4	83 000	320 500	14,5	194 610
B.Arachid.	10 701	4,8	46,8	3475	1 515 800	68,5	7 060
S. Oriental	11 228	5,0	4,0	43 100	184 800	8,4	60 750
Z.Syl.Pas.	6 089	2,7	4,1	22 600	136 100	6,2	4 725
Niayes	2 077	0,9	25,0		21 000	0,9	98 900
Cap Vert	2 991	1,3	(ex Dakar)	3 085	2 000	0,1	1 495 500
National	38 864	17,4	nd	nd	nd	nd	nd

SOURCES: UPA, M. Agri.; CES; B. Mond.; USAID (1991); Calcul basé sur Statistiques MAF

Les programmes d'investissement public permettent de réduire la pauvreté en stimulant la croissance de la production et des revenus. Le Tableau 8 ci-dessous présente des données sur les niveaux de pauvreté, d'investissement et de production pour les principales régions administratives du pays, liées le plus étroitement possible aux régions agro - écologiques correspondantes. Bien que la correspondance entre région administrative et zone écologique ne soit pas exacte (notamment pour la vallée du fleuve et la zone sylvo - pastorale), il est clair que l'allocation régionale de l'investissement a peu de rapport avec les concentrations de pauvreté dans le monde rural. Il faut noter en particulier que le nombre de ménages en dessous du seuil de pauvreté est plus bas dans la vallée du fleuve où l'investissement est très élevé, et plus haut dans le Bassin arachidier où l'investissement est bas. Ce n'est qu'en Casamance et au Sénégal Oriental que l'investissement est proportionnel aux niveaux de pauvreté.

Tableau 8. Pauvreté, Investissement et Production agricole par Région

Région	Localités correspondantes	% de pauvres ruraux	% Inv.total 1987/95	% contrib. à la val, de la product.(1987/95)	% croiss.en val de la production. (1987/95) prix 1990
V.Fleuve	St Louis	4,4	40,0	6,1	+8,1
Z. Syl. Past	Louga	12,0	2,7	5,7	-7,4
B.Arachidier	Thies, Diourbel, Fatick, Kaolack	51,3	4,8	59,1	-1,5
S. Oriental	Tambacounda	3,8	5,0	10,2	-2,3
Casamance	Casamance	28,5	27,9	18,9	-2,5
Niayes	nd	nd	0,9	nd	nd
Cap-Vert	nd	nd	1,3	nd	nd

SOURCES :/Ménages ruraux en dessous du seuil de pauvreté comme % de l'ensemble des ménages ruraux en dessous du seuil de pauvreté (Banque Mondiale, 1995; Données démographiques; b/UPA, M. Agric. 1996; ci Duniflé, 1996.

Les problèmes et risques associés aux cultures pluviales dans nombre de ces régions ont été déjà décrits. Ces conditions limitent la contribution de l'agriculture au revenu des ménages et la capacité à augmenter significativement cette contribution dans le court terme. Compte tenu de cette situation, les initiatives d'investissement public dans les zones semi-arides gagneraient à être amplifiées de manière à inclure le soutien aux innombrables activités lucratives non agricoles dans lesquelles s'engagent les ruraux.

Il n'existe aucun lien évident entre niveaux d'investissement et niveaux de croissance de la production agricole à travers les diverses régions. Il est néanmoins clair que les programmes d'investissement public n'ont pas en général réussi à stimuler une augmentation de la production, notamment dans le Bassin arachidier et en Casamance qui regroupent à eux deux 80% de la totalité des ménages en dessous du seuil de pauvreté.

3.4 La Composition de l'Investissement: Dépenses d'Investissement et Dépenses de Fonctionnement

Les projets d'investissement public regroupent toute une gamme d'activités qui ne profitent pas toutes directement à la population cible. Les dépenses de personnel, de véhicules, de bureaux et de gestion au quotidien de ces projets, réduisent le niveau des ressources qui parviennent au bout du compte à la population rurale. Ces dépenses généralement appelées dépenses de fonctionnement ou coûts récurrents, doivent aussi être supportées soit par l'Etat soit par les bénéficiaires du projet à l'achèvement de celui-ci. Pour avoir une meilleure idée de l'ampleur de ces dépenses de fonctionnement et de la proportion des fonds de projet qui parvient effectivement au village, nous présentons dans le Tableau 9 ci-dessous les résultats d'une analyse des données financières d'un échantillon de 15 projets.

TABLEAU 9 Dépenses d'investissement et de fonctionnement : Analyse de projets choisis

PROJET	% DEPENSE D'INVEST	% D. DE FONCT.		% CREDIT	% DEPENSES VILLAGE
		ADM.	FORMA.		
Dépense des projets (à l'exclusion de la contribution de l'Etat)					
Cultures irriguées - vallée du Fleuve					
1	99,6	0,4		0	99,8
2	80,0	4,8	4,0	11,2	87,7
3	71,8	17,8	1,4	9,0	49,2
4	70,3	21,2	1,4	7,1	49,4
5	41,2	32,1		26,7	65,3
Cultures irriguées - Casamance					
1	92,6	5,8	0,3	1,3	93,8
2	61,2	27,8	1,5	9,5	62,6
3	51,6	45,2	3,3	0	46,6
4	50,9	42,7	6,5	04	47,4
Cultures pluviales					
1	28,6	25,5	11,5	34,4	70,1
Horticulture					
1	59,2	28,7	12,1	0	51,3
Elevage					
1	65,7	27,7	4,1	2,5	58,0
Appui institutionnel					
1	46,4	53,6		0	0
2	23,8	59,4	16,8	0	0
3	21,2	61,4	17,4	0	0

SOURCES:

- a) *Ménages ruraux en dessous du seuil de pauvreté comme % de l'ensemble des ménages ruraux en dessous du seuil de pauvreté (Banque Mondiale, 1995; Données démographiques;*
- b) *UPA, Ministère Agriculture 1996; c/Duruflé, 1996.*

Pour les besoins de l'analyse, "dépenses d'investissement" signifie dépenses de construction, de véhicules et d'équipement; et "dépenses de fonctionnement" ou "coûts récurrents" signifie les salaires (y compris l'assistance technique⁵), indemnités, dépenses de bureau, entretien des véhicules et de l'équipement, activités de formation et d'éducation. Le crédit a un statut distinct. Etant donné qu'une dépense de formation et d'éducation peut aussi être considérée comme un investissement dans le capital "humain", cette catégorie fait l'objet d'un calcul séparé dans le cadre des dépenses de fonctionnement. Les investissements qui parviennent au village sont une combinaison de ces catégories, à savoir les travaux de construction au niveau

Pour les besoins de l'analyse, la valeur de l'assistance technique expatriée a été recalculée à des taux de salaire équivalents. Cette modification est nécessaire pour déterminer veau de dépenses de fonctionnement qui sera supporté par l'Etat en utilisant un personnel local.

villageois, les matériels et l'équipement fournis aux villageois, la formation au niveau villageois et le crédit

Il est clair que le type de projet dont il s'agit détermine essentiellement l'importance relative des dépenses d'investissement par rapport aux dépenses de fonctionnement. Comme l'on peut s'y attendre, les projets d'irrigation à forte intensité de capital ont la plus forte proportion de

dépenses en capital, et les projets d'appui institutionnel à forte intensité de personnel ont la plus forte proportion de dépenses de fonctionnement. Il y a cependant une variation notable de ce ratio entre projets similaires, ce qui constitue un sujet de préoccupation. Ces remarques s'appliquent aussi au niveau de fonds qui parvient au village. La conception du projet peut avoir une influence importante sur l'efficacité des projets d'investissement.

3.5 Financement de l'Investissement public

Les données d'une séquence choisie de trois PTIP indiquent comment l'investissement public a été financé (Tableau 10). Le degré d'engagement des fonds au début de chaque programme, l'importance relative des financements internes et externes et les sources de financements externes⁶ sont d'une importance particulière. Les hauts niveaux de financement déjà acquis au début du PTIP (78-96%) aident à maintenir le rythme d'investissement public. Bien que ceci traduise en partie l'influence des projets pluriannuels existants, il indique aussi une bonne planification précoce pour l'obtention de fonds pour de nouveaux projets.

En apparence, les bailleurs de fonds exercent une influence considérable sur la nature de l'investissement public, étant donné qu'ils fournissent 86-89% du financement total. En réalité, le Sénégal a gardé un contrôle ferme sur l'orientation de l'investissement public dans l'agriculture et l'accent qui y est mis sur la culture irriguée aux dépens des autres composantes du secteur agricole, malgré le manque de succès dans ce domaine. Ceci a été facilité par une orientation progressive vers Les institutions de financement qui sont moins actives dans la prescription des politiques (Tableau 10). D'autre part, bien qu'elle ait pris l'initiative de l'approche d'irrigation, la communauté des bailleurs de fonds n'a pas été ensuite en mesure d'initier aucun changement véritable dans l'orientation de l'investissement et a, au contraire, choisi de diriger son soutien financier vers d'autres secteurs de l'économie. (D'où la baisse générale des financements externes). Par conséquent, les bailleurs de fonds ont une part de responsabilité dans l'échec de l'investissement public dans l'agriculture.

TABLEAU 10 : Financement de l'investissement public dans l'Agriculture

	PTIP 1988-1991	PTIP 1990-1993	PTIP 1993-1995	PTIP 1995-1997
Situation Financière initiale				
% déjà acquis	78,4	91,2	96,0	89,4
% en négociation	20,6	8,7	4,0	9,9
% à acquérir	1,0	0,1	0,0	0,6
Financement interne/externe				
% externe	85,9	87,2	80,3	88,8
% interne	13,1	12,7	19,7	10,6
% à acquérir	1,0	0,1	0,0	0,6
Sources Finan. externe% (acquis et en négociation)				
Instit.arabesdefinan.	16,2	17,0	24,1	28,0
Instit.afric.definan.	8,1	6,5	20,3	12,6
France	15,9	9,5	8,9	18,1
Union Europ.	15,3	8,5	1,3	3,1
Banque Mondiale	8,9	18,0	14,3	6,8
Agences NU.(excl. B M)	2,1	2,4	7,2	9,8
USAID	16,5	6,1	0,0	0,0
Italie	7,0	17,0	10,2	8,9
Allemagne	5,3	6,5	6,2	8,7
Pays bas	0,4	1,6	1,6	1,9
Corée	4,2	3,3	0,8	0,0
Japon	0,0	2,9	3,9	2,1
Belgique	0,0	0,5	0,8	0,0
Norvège	0,0	0,2	0,3	0,0
Fin. ext. total M FCFA (prix 1987)	85,821	99,819	64,181	58,501

SOURCES: M Finance, DDI; a/A. Saoud. BADEA, BID, OPEP; b/BAD/FAO, BOAD, CED EAO.

Tout changement dans l'orientation de l'investissement public devra être initié par les décideurs sénégalais. Toute tentative des bailleurs de fonds d'imposer une nouvelle série de priorités d'investissement serait malvenue et aurait peu de chances de réussir. Au contraire, les bailleurs de fonds devraient être plus actifs dans l'identification et le financement d'initiatives d'investissement public plus appropriées.

4. INVESTISSEMENT PUBLIC FUTUR DANS L'AGRICULTURE

La nature des futurs investissements publics dans l'agriculture est indiquée dans deux documents de planification, le PTLP 1996-98 et le PISA, programme à plus long terme pour 1995-2000 préparé par le Ministère de l'Agriculture. Ces deux programmes sont ici étudiés en termes de leurs objectifs et stratégies ainsi que du niveau et de la composition de L'investissement public prévus.

4.1 PTIP 1996-98

L'investissement public total prévu dans Le PTIP 1996-98 est de 804,3 M FCFA, soit une augmentation de 12% en termes réels par rapport à celui qui était prévu pour 1995-97. Les ressources allouées au secteur primaire (239,796 M FCFA) ont augmenté de plus de 30% en termes réels par rapport à 1995-97, ce qui a entraîné une petite hausse de la part du secteur primaire dans l'investissement total prévu.

Les dépenses prévues pour le secteur agricole (agriculture, élevage et projets connexes de recherche et de soutien institutionnel) se chiffrent à 135,002 M FCFA, soit une augmentation en termes réels de 31% par rapport à celles prévues pour 1995-97. Avec 80% de ce montant déjà financés et les 19% en négociation, l'investissement réalisé devrait au moins atteindre le niveau de 1995-97. (L'investissement réalisé dépend de: L'adjonction d'autres projets au portefeuille d'investissement, le montant des financements réellement acquis, et le taux d'exécution). Les financements externes ont augmenté de 25% en termes réels et représenteront 84% du financement total. Les bailleurs de fonds sont principalement les institutions arabes de financement, l'Allemagne, la Banque Africaine de Développement, les agences des Nations Unies (non comprise la Banque Mondiale qui fournira 5%) et l'Union Européenne.

La priorité est donnée aux objectifs et stratégies d'investissement suivants (voir aussi AAP, Tableau 5):

Objectifs

- ◆ Augmenter la production agricole afin d'augmenter l'autosuffisance alimentaire
- ◆ Améliorer la gestion des ressources naturelles
- ◆ Améliorer les conditions de vie en milieu rural Rationaliser Les politiques de prix
- ◆ Soutenir les activités du secteur privé Réduire la pauvreté en milieu rural

Stratégies d'Investissement

- 🖨 Fort soutien à l'irrigation comme principal moyen d'augmenter la production agricole
- 🖨 Utilisation accrue de systèmes intégrés élevage/agriculture comme principal moyen d'améliorer la gestion des ressources naturelles
- 🖨 Promouvoir le développement et la commercialisation des produits de l'élevage, particulièrement les produits laitiers
- 🖨 Privatisation des services vétérinaires
- 🖨 Accès accru au crédit
- 🖨 Soutien continu à la recherche agricole
- 🖨 Améliorer la connaissance des ressources en eau et sol
- 🖨 Renforcer les capacités de l'Etat en matière de formulation et suivi des politiques



Soutenir et former les associations de producteurs

Améliorer la vulgarisation agricole.

Bien que ces objectifs et stratégies soient dans l'ensemble compatibles avec ceux des PTIP antérieurs, une priorité encore plus grande a été accordée à l'irrigation comme moyen d'augmenter la production agricole. Il y a donc eu une augmentation significative et conséquente de l'allocation financière prévue pour les cultures irriguées, et par conséquent pour la vallée du fleuve et la Casamance (Tableau 11). Ainsi, les futures allocations aux cultures pluviales, études/recherche et soutien institutionnel ont été moindres. Il faut aussi noter l'accent continu sur l'augmentation de l'autosuffisance alimentaire comme objectif primordial du secteur agricole.

Tableau 11. Allocations passées et projetées de Dépenses d'Investissement public

	1990-92 (Réelles)	1993-95 (Réelles)	1996-98 (Projetées)
	% de l'Investissement public dans le Secteur agricole		
PAR TYPE DE PROJET			
AGRICULTURE	77,0	62,8	83,0
Cultures. irriguées	40,1	39,3	64,5
Cul.tures pluviales	31,8	19,1	16,5
Horticulture et fruits	3,2	3,8	1,2
Protection des végétaux	1,9	0,6	0,8
ELEVAGE	2,7	4,6	3,8
ETUDE RECHERCHE.	5,5	10,7	2,5
SOUTIEN INST.	14,9	21,9	10,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0
PAR REGION			
VAL. FLEUVE	39,7	41,2	53,5
CASAMANCE	30,8	28,8	18,3
B. ARACHIDIER	6,1	2,6	7,3
SENEGAL ORIENTAL	5,0	2,6	0,1
ZONE SYLVO- PAST.	3,1	2,2	0,0
NIAYES	0,5	0,4	0,0
CAP VERT	1,3	1,8	0,0
NATIONAL	13,6	20,5	20,8
TOTAL	100,0	100,0	100,0

SOURCES: Bilan d'Investissement (1990-95); PTILP (1996-98).

Ces priorités et les structures connexes de l'investissement prévu continuent et aggravent effectivement les anomalies passées dans l'allocation de l'investissement public. Ainsi, l'actuel **PT17P** a peu de chances de réaliser l'amélioration de l'efficacité de l'investissement public recherchée et/ou remédier à la baisse continue de la production agricole et de la sécurité alimentaire.

4.2 LE PISA 1995-2000

Le Programme d'Investissement du Secteur Agricole (PISA) comprend les mesures choisies pour exécuter le Programme d'Ajustement du Secteur Agricole (PASA). Il diffère du PTIP en ce qu'il présente une vue à long terme plus complète des conditions estimées requises pour le développement du secteur agricole. Ainsi, il englobe de nombreuses initiatives non incluses dans la composante agricole du PTIP (ex: routes, construction et réhabilitation d'infrastructures de transformation, crédit, fourniture d'intrants, politique de prix, subventions, programmes d'alphabétisation, législation en matière de tenure des terres, etc.). Il comprend aussi des projets qui ne sont pas encore inclus dans l'actuel PTW 1996-98. Un accent considérable y est mis sur l'augmentation de l'activité du secteur privé, avec approximativement 35% du programme total devant être financés par des lignes de crédit et par des contributions du secteur privé.

Apparemment, les objectifs et stratégies du PISA sont comparables à ceux de l'actuel PTIP.

Objectifs

- ☀ Augmenter la production agricole à un taux de **4% par an, et de** manière à atteindre la sécurité alimentaire
- ☀ Augmenter les revenus ruraux
- ☀ Préserver la base de ressources naturelles

Stratégies d'Investissement

- 🌱 Augmenter la production céréalière et, par conséquent, la sécurité alimentaire en:
 - 🌱 augmentant les superficies et rendements du riz irrigué
 - 🌱 augmentant les rendements du mil/sorgho par l'utilisation de semences améliorées, la régénération de la fertilité des sols, et une meilleure protection des végétaux
 - 🌱 augmentant les superficies et rendements du maïs par l'utilisation de semences améliorées, l'utilisation accrue de l'irrigation, le renouvellement de l'équipement et un meilleur accès au crédit
 - 🌱 augmentant les superficies et rendements du niébé par l'utilisation de meilleurs paquets technologiques, des semences de meilleure qualité, un meilleur accès au crédit, et une meilleure compréhension des marchés extérieurs.
- ➡ Augmenter la production animale, de viande et de lait et, par conséquent, la sécurité alimentaire, en améliorant: la santé animale, l'alimentation et l'abreuvement du bétail, les races, la promotion du "ranching," la transformation et la commercialisation, le soutien aux associations d'éleveurs, la vulgarisation, l'accès au crédit, et les pistes de production.
- ➡ Augmenter la production et, par conséquent, les revenus ruraux tirés de l'arachide, du coton, de l'horticulture, de l'apiculture et du cheval par: de meilleurs paquets technologiques, davantage de semences, et un meilleur accès au crédit pour l'arachide; la promotion de l'irrigation et un meilleur traitement du coton; l'augmentation et la diversification de la production horticole, et l'amélioration de la commercialisation des produits horticoles; le développement de la production de miel; une meilleure sélection équine et le développement d'activités de loisirs et de tourisme liées au cheval; plus une amélioration générale des services de vulgarisation, de l'accès au crédit, et de la promotion et formation des associations de production.

- Restaurer la fertilité des sols en développant un programme de régénération des sols basé sur l'utilisation de l'engrais et de systèmes intégrés agriculture, élevage, foresterie.
- Modifier la législation foncière et l'administration foncière afin d'encourager à une meilleure gestion des ressources naturelles.

L'allocation prévue pour l'ensemble du programme 1995-2000 (y compris les programmes de crédit et les contributions du secteur privé) est présentée au Tableau 12. Elle suggère que l'accent apparemment mis sur l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le PISA est trompeur. Comme pour tous les programmes d'investissement public antérieurs, l'augmentation de la production agricole, particulièrement à partir de la culture irriguée, demeure l'objectif primordial. L'ambitieuse augmentation de la production céréalière ciblée à 4% l'an doit être impulsée principalement par le triplement de la production rizicole de

126.700 TM en 1995 à 390.150 TM en l'an 2000. La production de maïs doit aussi augmenter substantiellement alors que celle du mil/sorgho devrait, selon les projections, rester à son niveau actuel. L'augmentation des produits de l'élevage, notamment de viande et de lait, constitue l'autre composante principale de l'initiative de "sécurité alimentaire". Les investissements connexes dans la production de viande, lait et volaille sont essentiellement dirigés vers le développement de systèmes de production à hauts coûts et intensité. Une forte contribution du secteur privé est recherchée pour ces investissements, aussi bien directement qu'indirectement à travers les programmes de crédit.

Les mesures pour améliorer les revenus ruraux constituent le second axe du PISA bien que techniquement elles soient aussi un élément de la sécurité élémentaire. Le soutien au coton et à l'arachide suit les tendances passées, mais le soutien à l'horticulture va être significativement accru, essentiellement en raison de l'aménagement de terres irrigables envisagé par l'Etat. La gestion des ressources naturelles, le dernier axe du PASA, est bien accueillie mais est toujours en phase préparatoire.

Pour permettre une comparaison plus directe avec le PTIP, les projets du PISA ont été reclassés selon le classement standard du PTLP. En termes de pourcentage, l'allocation prévue pour 1995-97, telle que présentée au Tableau 12, est dans l'ensemble en harmonie avec celle du PTIP 1996-98 telle que présentée au Tableau II. (Le pourcentage légèrement plus élevé d'investissement dans l'élevage s'explique par l'inclusion de projets de transformation dans le PISA). Ainsi, le PISA est en grande partie un "repackaging" des précédents objectifs et stratégies d'investissement, avec toutes leurs anomalies et inefficacités.

Toutefois, une analyse plus attentive des périodes 1995-97 et 1998-2000 révèle que d'importants changements sont actuellement envisagés. Bien que les ressources engagées pour la période 1998-2000 restent limitées, les fournitures initiales concernent un engagement substantiellement réduit pour la riziculture et une augmentation significative en faveur de

l'élevage et des produits de l'élevage, l'horticulture et l'arboriculture fruitière (en termes de pourcentage). Ceci traduit le but à moyen terme de créer un secteur agricole plus diversifié, avec un accent plus marqué sur les produits à haute valeur ajoutée.

Une telle vision est-elle appropriée pour le secteur agricole? Est-ce là une utilisation appropriée des ressources publiques? La faible allocation de ressources (10-12%) que l'on continue de faire aux cultures pluviales est peut-être le principal sujet de préoccupation. Il faut aussi noter que les stratégies d'investissement choisies mettent l'accent sur une plus forte intensification de l'agriculture comme moyen d'accroître la production, alors que la tendance observée chez les paysans est vers des systèmes de production plus extensifs. La disparité

entre les objectifs à moyen terme du PISA et la réalité de l'agriculture sénégalaise est un autre sujet de préoccupation. L'on devrait aussi s'interroger sur l'utilisation des ressources publiques pour promouvoir un élevage et une horticulture à haute valeur ajoutée qui profitent aux producteurs et consommateurs à hauts revenus. Bien qu'une augmentation de la production à haute valeur ajoutée soit certainement un but légitime pour le secteur agricole, les initiatives qui profitent aux producteurs et consommateurs à hauts revenus devraient être en grande partie financées par le secteur privé. Les contributions du secteur privé aux projets horticoles en particulier sont minimales. La viabilité et justification économiques de certains des investissements prévus dans l'élevage intensif devraient aussi être examinées.

Tableau 12.**Le PISA 1995-2000**

	Inves. total (en M FCFA)	% du Total	Par sources de financement en M FCFA				Par Période en M FCFA	
			Gouvern ¹	Donateur	Crédit	Sect.privé	1995-1997	1998-2000
CLASSIFICATION PISA								
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE		74,6						
Riz	386,269	62,7	107,004	122,675	156,590	0,000	365,045	21,224
Mil	2,972	0,5	2,322	0,650	0,000	0,000	1,628	1,344
Mats	7,823	1,3	3,230	4,593	0,000	0,000	5,473	2,35
Niébé	6,040	1,0	0,000	3,040	3,000	0,000	3,79	2,25
Viande	26,332	4,3	9,124	5,308	5,500	6,400	19,202	7,13
Lait	21,207	3,4	4,367	4,000	6,600	6,240	10,939	10,268
Volaille	8,750	1,4	1,200	0,000	5,000	2,550	7,14	1,600
REVENUS RURAUX		9,4						
Coton	22,247	3,6	11,297	7,470	3,480	0,000	14,95	7,297
Horticulture	17,101	2,8	7,945	6,380	2,776	0,000	9,625	7,476
Arachide	13,746	2,2	0,921	0,000	0,000	12,825	13,746	0,000
Elevage(dontApiculture)	4,750	0,8	3850	0,000	0,450	0,450	3,64	1,110
RESSOURCES NATURELLES	31,200	5,1	18,000	13,200	0,000	0,000	16,34	14,86
AUTRES PROJETS		11,0						
(prévus et en cours)								
Vulgarisation(PNVA)	21,495		18,000	3,495	0,000	0,000	21,495	0,000
Recherche agricole	2,452		0,000	2,452	0,000	0,000	2,452	0,000
Lutte anti-acjridienne	1,675		0,000	1,675	0,000	0,000	1,675	0,000
Production de semences	0,489		0,000	0,489	0,000	0,000	0,489	0,000
Micro- projets ruraux	4,959		0,000	4,959	0,000	0,000	4,959	0,000
POGV	4,003		0,000	4,003	0,000	0,000	4,003	0,000
Agr. moderne &inten.	12,200		0,000	12,200	0,000	0,000	12,200	0,000
Projetauto-promotionrura[e	1,752		0,000	1,1752	0,000	0,000	1,752	0,000
Recapt. inst. crédit	15,900		15,900	0,000	0,000	0,000	7,950	7,950
Renouvel. équipementagrrc.	3,000		3,000	0,000	0,000	0,000	1,000	2,000
TOTAL(MFCFA)	616,362	nd	206,160	198,341	183,396	28,465	529,503	86,859
TOTAL (%)	nd	100,0	33,45	32,18	29,75	4,62	85,9	14,1

	Inves. total (en M FCFA)	% du Total	Par sources de financement en M FCFA				Par Période en M FCFA	
			Gouvern ¹	Donateur	Crédit	Sect. privé	1995-1997	1998-2000
CLASSIFICATION PTIP								
AGRICULTURE		76,8						
Culture irriguées	378,075	61,3	100,304	121,181	15,659	0,000	356,875	21,200
Culture pluviales	74,003	12,0	18,477	36,221	6,480	12,825	59,936	14,067
Horticulture	17.878	2,9	7.792	7.792	2.776	0.000	10.522	7.356
Protection des Végétaux	3,691	0,6	3,169	3,169	0,000	0,000	2,493	1,198
ELEVAGE	51,828	8,4	10,180	9,308	17,550	14,79	34,885	16,943
ETUDES & RECHERCHE (dont gestion des. ress. nat)	36,200	5,9	23,000	13,000	0,000	0,000	24,340	11,860
SOUTIEN INSTITUTL.	54,687	8,9	46,367	7,47	0,000	0,850	40,452	14,235
TOTAL(MFCFA)	616,362	100,0	206,160	198,341	183,396	28,465	529,503	86,859

SOURCES : Ministère de l'Agriculture. PISA.

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Malgré une allocation de ressources qui dépasse sa contribution au PIB, l'investissement public passé dans le secteur agricole a largement échoué dans ses objectifs et a eu un impact minimal sur la baisse à long terme de la production agricole et la sécurité alimentaire. Un ensemble de facteurs endogènes et exogènes a sans aucun doute contribué à cet échec. Parmi les facteurs internes au programme d'investissement public, l'allocation disproportionnée de ressources à la riziculture doit certainement être mise en question. La riziculture irriguée et les régions concernées ont absorbé 56% de l'investissement public dans l'agriculture, contre une contribution de 11% seulement de la valeur de la production agricole, aux dépens des cultures pluviales vivrières et de rente qui représentent les 89% restants. La pauvreté rurale est aussi plus prononcée dans les régions où prédominent les cultures pluviales. Les programmes d'investissement se poursuivent et aggravent effectivement ces tendances, malgré les indications contraires, même si le soutien public à la riziculture irriguée pourrait diminuer après 1997.







Les bailleurs de fonds et le gouvernement portent la responsabilité de cet échec. Les bailleurs de fonds ont financé 80-89% de l'investissement passé, mais dans la plupart des cas ont été incapables d'influencer l'allocation de l'investissement public. Le gouvernement s'est montré peu enclin à modifier les priorités et stratégies d'investissement public, malgré leur manque de succès avéré. Il s'est aussi montré très adroit pour obtenir des financements extérieurs continus pour augmenter la production irriguée, malgré les réserves croissantes des bailleurs de fonds, en trouvant de nouvelles sources de financement à chaque fois que les bailleurs de fonds existants dirigeaient leurs ressources vers d'autres secteurs.

Un investissement public plus efficace est essentiel pour que le programme d'investissement public puisse contribuer à une croissance économique accrue et à la réduction de la pauvreté. Ceci nécessitera un examen attentif des objectifs et stratégies d'investissement public, et l'allocation de ressources connexes. Les recommandations suivantes sont données à cette fin.




Recommandations

1. Toute révision des objectifs et stratégies de futurs programmes d'investissement public pour le secteur agricole soit à l'initiative des décideurs sénégalais.














2. Ces décideurs prennent en compte les suggestions suivantes en examinant la politique d'investissement public :

-  Donner une priorité sans équivoque à l'amélioration de la sécurité alimentaire comme objectif primordial de l'investissement public, en lieu et place de l'accent actuellement mis sur l'augmentation de l'autosuffisance alimentaire; et faire en sorte que les stratégies et projets d'investissement choisis traduisent pleinement cette priorité.
-  Donner à l'investissement public dans les cultures pluviales vivrières et de rente la priorité sur l'investissement public dans les cultures irriguées, et faire en sorte que les futures allocations d'investissement public traduisent cette priorité.
-  Dans les régions où les cultures pluviales prédominent, les programmes d'investissement public doivent mettre l'accent sur des mesures visant à améliorer la conservation des sols et de l'eau comme moyen de stabiliser et, à terme, augmenter la production; apporter aussi un soutien aux activités génératrices de revenus non agricoles.
-  Cibler davantage l'investissement public vers des régions telles que le Bassin arachidier où la pauvreté et l'insécurité alimentaire en milieu rural sont prononcées.
-  Etendre l'accent actuel sur l'investissement public pour le soutien institutionnel.
-  Financer les initiatives qui profitent aux producteurs et consommateurs à hauts revenus principalement par l'investissement privé; et utiliser les ressources publiques essentiellement pour les initiatives qui profitent aux pauvres du monde rural.

3. Les raisons de l'échec des programmes d'investissement public passés soient plus nettement clarifiées, et que les futurs investissements soient envisagés plus pleinement au travers des études suivantes :

-  Une analyse de l'importance relative des facteurs exogènes (politique économique, climat, conflits, tendances des cours mondiaux, etc.) par rapport aux facteurs endogènes (la pertinence des précédents objectifs et stratégies d'investissement, l'efficacité de l'exécution des projets d'investissement, etc.) dans l'explication de l'échec de l'investissement public passé.
-  Une étude/enquête accélérée des producteurs et consommateurs de produits agricoles pour déterminer leurs vues sur les objectifs de développement agricole les plus pertinents et les contraintes qui les empêchent de réaliser ces objectifs.
-  Une étude de l'investissement du secteur privé dans l'agriculture pour déterminer le niveau des ressources actuellement engagées, les principales sources de financements, et les types d'activités considérés les plus rentables.

6. REFERENCES

-  Berg, Eliot. "The Reform of Public Investment Programming in Senegal: An Evaluation." Development Alternatives mc. January 1992.
-  Duruflé, Gilles. "Tendances de l'Agriculture Sénégalaise." Document Préparatoire pour la Banque Mondiale. Mai 1996.
-  Duruflé, Gilles. "Le Sénégal: Peut-il Sortir de la Crise?" Editions Karthala. 1994.
-  Ministère de l'Agriculture, Unité de Politique Agricole, Section Suivi Programmation "Banque de Projets du Ministère de l'Agriculture" (BISSAPE). Décembre 1995.
-  Ministère de l'Agriculture. "Programme d'Investissement du Secteur Agricole 1995-2000.
-  Coûts Prévisionnels Annualisés des Différents Programmes pour les Périodes 1995-97 et
-  1998-2000"
-  Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Direction de la Dette et de l'Investissement. "Programme Triennal d'Investissements Publics." De 1987-90 à 1995-2000.
-  Cinquième Lettre de Mission 1995-97 du Ministre de l'Agriculture entre le Gouvernement du Sénégal et la SAED.
-  Troisième Lettre de Mission entre le Gouvernement du Sénégal et la SODEFITEX.
-  USAJD. "Senegal Agricultural Sector Analysis." USAID/SENEGAL/ADO. January 1991.
-  Banque Mondiale. "Senegal Public Expenditure Review." Report No. 11559-se. May 1993
-  Banque Mondiale. "Senegal: An Assessment of Living Conditions" (Volumes I et II). Report No.12517-SE. May 1995.

7. ANNEXE 1 SOURCES DE DONNEES ET STATISTIQUES DE BASE

1. L'analyse des tendances macro-économiques est basée sur des données fournies par la Direction de la Prévision et de la Statistique du Ministère des Finances, et par le FMI.
2. L'analyse de l'investissement public s'inspire de données de diverses sources. Pour assurer une harmonie interne, ces sources sont utilisées séparément pour différentes parties de l'analyse, plutôt que d'essayer de combiner les données des différentes sources. Les séries de données pertinentes sont les suivantes

Investissement prévu par Secteur: PTIIP diverses années de 1987-90 à 1996-98

Investissement réalisé par Secteur: Revue Banque Mondiale des Dépenses publiques 1987-90

Bilan d'Investissement 1991-95

Investissement prévu pour l'Agriculture: PTLP diverses années de 1987-90 à 1996-98

PISA 1995-2000

Investissement réalisé pour l'Agriculture: Données fournies par l'UPA

3. L'analyse des tendances de la production agricole est basée sur les données présentées par Gilles Duruflé dans son rapport intitulé: "Tendances de l'Agriculture Sénégalaise." Document Préparatoire pour la Banque Mondiale. Mai 1996.

Le calcul de l'évolution moyenne annualisée suit la méthodologie standard de la Banque Mondiale. Les données annuelles sont d'abord converties en logs naturels et régressées par rapport à une variable de tendance. L'évolution moyenne du pourcentage annuel est ensuite calculée comme [l'antilog du coefficient de régression - 1].

4. Ici les valeurs nécessaires sont converties en prix constants 1987 en utilisant le déflateur du PIB. Les prix de 1987 ont été utilisés comme mesure pour assurer l'harmonie avec les statistiques officielles du Sénégal. Dans certains cas, les données sont aussi calculées aux prix de 1995 pour faciliter l'interprétation.

TABLEAU 1 ANNEXE : SENEGAL: INDICATEURS MACRO-ECQNOMIQUES 1985-95

Indicateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Situation données	Def	Def	Def	Def	Def	Def	Def	Prov	Prov	Estim	Estim
PIB réel en M FCFA(1987100)	1271,3	1329,3	1382,3	1452,2	1431,8	1496,6	1486,4	1528,7	1497,2	1526,7	1599,6
Croiss ; ann . en% PIB réel	3,8	4,6	4,0	5,1	1,4	4,5	-0,7	2,8	-2,1	2,0	4,8
Invest. Int. Brut (IIB)											
IIB M FCFA (1987=100)	134,9	156,3	171,2	184,7	169,8	203,1	182,7	213,7	197,9	208,4	250,2
IIB comme % PIB	10,6	11,8	12,4	13,0	11,9	13,6	12,39	14,0	13,2	13,7	15,6
Balance paiements (avant transferts officiels nets)											
M FCFA (1987=100)	nd	nd	nd	-163,1	-137,9	-117,2	-126,6	-138,6	-148,2	-128,5	-116,5
% PIB réel	nd	nd	nd	-11,3	-9,4	-7,8	-8,3	-9,0	-9,9	-8,4	-7,3
Transferts officiels nets											
M. FCFA (1987=100)	nd	nd	nd	79,13	80,7	69,42	71,31	70,24	64,7	130,64	115,51
% PIB	nd	nd	nd	5,5	5,5	4,7	4,7	4,6	4,3	8,6	7,2
Inflation annuelle. (déflateur PIB)	9,1	7,6	2,0	2,1	0,9	0,6	0,5	1,2	0,4	33,2	7,6
Déficit budgétaire (exclusion des dons) sur base engagements.											
Année	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	1991/92	1992	1993	1994	1995
M. FCFA (1987=100)	-49,98	-35,14	-36,40	-57,90	-63,82	-4,71	-15,73	-57,53	-60,30	-87,35	-51,37
% PIB réel	-3,84	-2,59	-2,57	-4,01	-4,36	0,32	-1,04	-3,76	-4,03	-5,72	-3,23
Payement service dette (avant allègement de la dette)											
M FCFA (1987=100)	73,87	84,01	88,53	95,99	90,42	80,38	79,69	69,48	65,58	100,18	84,84
% Recettes publiques (excl dons)	32,0	33,1	35,6	40,1	36,0	27,8	27,2	25,0	27,2	46,9	35,2

SOURCES: 1985-90, DPS; 1991-95, FMI, BCEAO

TABLEAU 2 ANNEXE : SENEGAL: CROISSANCESECTORIELLE ET CONTRIBUTION AU PIB 1985 - 95

Indicateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Situations données	Def	Def	Def	Def	Def	Def	Def	Prov	Prov	Estim	Estim
PIB réel (MFCFA (1987=100))	1271,3	1329,3	1382,3	1452,2	1431,8	1496,6	1486,4	1528,7	1497,2	1526,7	1599,6
% croiss. annuel.	3,8	4,6	4,0	5,1	-1,4	4,5	-0,7	2,8	-2,1	2,0	4,8
% Contribution au PIB											
Secteur primaire	20,8	21,9	21,7	22,6	20,3	21,3	20,7	20,6	19,9	21,8	21,0
Agriculture	10,9	12,5	11,8	12,9	10,1	11,7	10,8	10,7	9,6	11,1	10,3
Elevage	6,4	6,4	6,5	6,5	6,9	6,7	7,0	7,1	7,4	7,5	7,4
Pêche	2,3	2,3	2,3	2,2	2,2	2,0	2,1	2,0	2,1	2,3	2,4
Foresterie	1,2	0,8	1,0	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Sect. second.	17,2	17,2	17,9	18,4	18,3	18,5	18,3	18,6	18,6	18,6	19,5
Sect. tert.	47,0	48,6	48,3	47,4	49,1	48,2	49,0	49,0	49,1	47,4	47,8
% Croissance Annuelle											
Secteur primaire	8,0	10,1	2,7	9,6	-11,3	9,4	-3,2	2,4	-5,5	11,5	0,8
Agriculture	10,5	19,8	-1,4	14,5	-23,0	21,8	-8,4	1,7	-12,4	18,7	-2,9
Elevage	8,1	3,9	5,8	5,3	4,1	1,4	4,5	3,7	2,0	3,7	4,1
Pêche	5,6	3,7	7,1	-1,6	1,1	-7,6	3,2	1,8	2,0	10,2	9,0
Foresterie	-6,4	-32,1	32,0	5,0	11,2	-19,6	-6,0	3,0	2,0	2,0	2,3
Secteur secondaire	2,0	4,9	7,8	8,1	-1,8	5,6	-1,8	4,8	-2,2	1,8	5,5
Secteur tertiaire	2,0	8,2	3,3	3,0	2,3	2,5	0,9	2,9	-1,8	0,5	5,5

SOURCES: 1985-90, DPS; 1991-95, FMI

TABLEAU 3 ANNEXE :SENEGAL : CROISSANCE SECTORIELLE ET CONTRIBUTION AU PIB

Indicateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Situations données	Def	Def	Def	Def	Def	Def	Def	Prov	Prov	Estim	Estim
Investissement Intérieur Brut (IIB) Prix constant (1987 = 100)											
IIB en M FCFA	134,9	15,6.3	171,2	184,7	190,1	193,4	197,4	213,7	197,9	208,4	250,2
IIB comme% PIB Prix constant	10,6	11,8	12,4	13,0	11,9	13,6	12,39	14,0	13,2	13,7	15,6
Croiss. Annuelle. IIB Prix constant	4,6	15,9	9,5	7,9	-8,1	19,6	-10,0	16,9	-7,4	5,3	20,1
Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) Prix constant (1987 = 100)											
FBCF en M FCFA	147,1	160,6	170,9	184,7	190,1	193,4	197,4	213,7	197,9	208,4	250,2
Privé	101,9	111,8	112,9	125,6	129,4	132,2	129,1	135,2	136,5	137,4	172,7
Public	45,2	48,2	57,9	59,1	60,7	61,2	68,3	78,4	61,4	70,9	77,5
Croissance annuelle% FBCF	nd	8,8	6,8	8,1	2,9	1,8	2,1	8,2	-7,4	5,3	20,1
Privé	nd	9,7	1,0	11,2	3,0	2,2	-2,4	4,7	1,0	0,6	25,7
Public	nd	6,7	20,3	2,0	2,7	0,8	11,6	14,9	-21,7	15,6	9,2
Epargne Intérieure Brute (EIIB) Prix const. 1987 = 100)											
EIB en M FCFA	-8,3	84,2	69,8	92,3	91,8	129,9	79,3	101,2	73,5	110,2	165,6
Privé	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1,9	55,2	45,9	85,3	103,0
Public	nd	nd	nd	nd	nd	nd	77,3	46,1	27,5	24,9	62,5
Solde Epargne - Investissement Prix constant (1987 = 100)											
Epargne - Investissement	-143,2	72,14	-101,4	-92,5	-77,9	-73,2	-103,5	-112,4	-124,4	-98,2	-84,7
E - I comme % du PIB	-12,4	-5,5	-7,3	-6,2	-5,3	-4,7	-6,7	-7,0	-7,8	-4,6	-3,5

SOURCES: 1 1985-90, DPS; 1991-1 1995, FMI

TABLEAU 4 ANNEXE: SENEGAL RECETTES PUBLIQUES ET DEPENSES 1985-95

Indicateur	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91	1991/92	1992	1993	1994	1995
Situations données	Def	Def	Def	Def	Def	Def	Def	Prov	Prov	Prov	Prov	Estim
PIB Prix const. (1987=100) PIB calculé comme moyenne de 2 ans pour harmonie avec données budgétaires												
M. FCFA (1987=100)	1248,20	1300,30	1355,80	1417,35	1442,20	1464,20	1491,50	1507,55	1528,70	1497,20	1526,70	1599,60
Recettes publiques												
M. FCFA(1987=100)	247,53	251,39	268,72	268,47	267,27	270,27	314,61	312,21	297,53	257,24	273,18	289,41
Comme % PIB	18,71	17,77	18,70	17,55	16,61	17,16	19,40	19,43	18,19	16,13	13,99	15,07
Impôts comme % Total	87,97	77,81	73,66	75,72	71,55	78,35	73,78	80,64	78,72	80,72	69,48	75,12
Dons comme % Total	5,65	8,07	5,67	7,37	10,39	7,01	8,04	6,17	6,53	6,13	21,81	16,72
Dépenses publiques												
M. FCFA (1987=100)	291,17	281,09	288,61	285,09	297,39	315,14	284,61	308,61	335,64	301,78	300,95	294,87
Comme % PIB	23,33	21,62	21,29	20,11	20,62	21,52	19,08	20,48	21,96	20,16	19,71	18,43
Dép. récur. comme % Total	85,41	82,82	81,42	84,91	81,32	78,03	78,41	71,93	79,64	78,02	75,00	71,41
Dép. invest. comme % Total	13,65	12,71	13,33	14,47	13,44	12,21	15,03	21,99	23,33	20,29	23,59	26,27
Déficit budgétaire (y compris dons) sur base encaissements												
M. FCFA (1987 = 100)	-56,93	-43,01	-46,45	-53,32	-34,41	-28,04	-0,38	5,82	-7,87	-2,64	-141,69	-43,05
% PIB réel	4,56	3,31	3,43	3,76	2,39	1,92	0,03	0,39	0,51	-0,18	-9,28	-2,69
Financement Déficit budgétaire nominal (sur base encaissements y compris dons)												
% financement extérieur	76,5	68,8	113,0	96,3	135,1	195,9	nd	nd	nd	307,1	93,4	27,4
% financement interne	23,5	31,2	-13,0	3,7	-35,1	95,9	nd	nd	nd	-207,1	6,6	-27,4

SOURCES 1985-90, DPS: 1991-95, FMI